



Léon Dion craint qu'un raz de marée du Bloc ne porte un coup fatal au Canada

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Un raz de marée du Bloc québécois aux prochaines élections fédérales pourrait bien porter un coup fatal au Canada, déplore le politicien Léon Dion.

Loin de faciliter les discussions entre le Québec et le reste du Canada, l'arrivée des « bloquistes » à Ottawa risque « de braquer tout le Canada contre le Québec » craint-il.

« Le Bloc québécois aura un minimum de 50 sièges au Québec », évalue M. Dion qui se dit embarrassé d'avoir l'air de s'en prendre au parti de Lucien Bouchard.

« Je devrais me réjouir de cette situa-

tion, j'ai toujours pensé que pour faire bouger le Canada anglais, il fallait donner un choc au gouvernement fédéral », de lancer M. Dion. Toutefois, étant toujours fédéraliste, l'universitaire craint l'impact d'un contingent si important du Bloc québécois et du Reform party sur les banquettes des Communes.

« Je ne peux pas me réjouir. Le Bloc est un choc qui fera plus qu'ébranler Ottawa. Ce coup de boutoir risque d'assommer le reste du pays », dira M. Dion. « Si seulement mes sentiments guidaient ma conduite, je pense que je pourrais appuyer le Bloc québécois. » Mais il hésite: « Quand je regarde les conséquences qui se dessinent après le 25 octobre, un gouvernement pratiquement incapable de gouverner alors qu'on a d'énormes problèmes ». L'instabilité politique qu'entraînera l'arrivée du Bloc et du Reform

Party enverra un signal inquiétant aux milieux financiers, une baisse du huard est à prévoir assortie d'une hausse des taux d'intérêts, prédit le professeur Dion.

Pour lui, toutefois, cette flambée d'appui au Bloc n'est pas « un coup de folie » de l'électorat québécois. Il y voit davantage la conséquence de « l'insensibilité » et de « l'aveuglement » dramatique des partis traditionnels, libéral et conservateur, face aux aspirations du Québec.

M. Dion avoue comprendre bien mal « l'aveuglement » du Parti conservateur qui n'aurait jamais accédé au pouvoir sans l'appui des nationalistes québécois en 1984. Or dans la course actuelle, le PC comme le PLC paraissent avoir évacué toute référence aux problèmes fondamentaux du pays. « Des emplois des em-

ploiés, ils ne parlent que de cela, c'est important, mais ils devraient aussi proposer des solutions au problème du Québec », de dire M. Dion.

La montée du Bloc québécois dans la faveur populaire a pour lui des relents de l'élection imprévue de 26 députés crédites en 1962. « Dans les deux cas il y avait la forte personnalité du chef, et rien d'autre derrière », soutient le professeur Dion.

Pour lui M. Bouchard se retrouvera vite dans une situation difficile aux Communes. Il dit qu'il fera la promotion des intérêts du Québec à Ottawa, tout en soutenant que le Québec est inexorablement engagé vers la souveraineté. « C'est un pari. Il y a un risque à tenir ces deux discours en même temps », selon le politologue.



André Pratte

$$y = f(k, k^g)$$

Pour relancer l'économie à court terme, les libéraux de Jean Chrétien proposent que le gouvernement fédéral, les provinces et les villes investissent six milliards en deux ans dans la construction et la réfection des routes, égouts et ponts du pays. C'est l'aspect le plus vendeur de leur programme. C'en est aussi le volet le plus controversé.

Voici comment M. Chrétien a défendu cet engagement lors du débat de dimanche dernier: « Quand on se promène dans la rue et qu'on voit "Faillite", "A vendre", personne ne veut dépenser. Mais lorsque les gens verront des camions, des ouvriers bouger dans les rues, l'espoir reviendra, et on verra cette partie de l'économie relancée! »

L'explication m'a paru extraordinairement simpliste. La dernière fois que j'ai été pris dans un embouteillage sur la 25 en raison de travaux, ça m'a donné le goût d'assassiner l'entrepreneur, pas d'aller m'acheter une veste de cuir aux Galeries d'Anjou!

Alors j'ai consulté des économistes, j'ai interrogé l'auteur du livre rouge Paul Martin, j'ai lu plein de documents. J'en arrive à la conclusion que les libéraux exagèrent les bénéfices d'un tel projet.

Au mieux, ce programme créerait 60 000 emplois pendant deux ans. Cela ne ferait qu'une petite coque dans le taux de chômage. Les libéraux l'admettent, mais ils affirment que ces investissements auront d'importants effets d'entraînement. Selon M. Martin, il est prouvé que les dépenses publiques dans les infrastructures ont « un impact très grand comme levier des investissements privés ».

Le député libéral cite les recherches de l'économiste américain David Alan Aschauer, « la bible » dit-il. Cependant, cette bible est loin de faire l'unanimité parmi les économistes.

Pour me convaincre, M. Martin m'a fait parvenir un texte du monsieur en question. La thèse de l'économiste s'exprime par l'équation $y = f(k, k^g)$. C'est la partie la plus simple de l'article, qui se termine par l'équation suivante:

$$y/n = [z + F_k(K/Y) (k/y) + F_g(G/Y) (g/y) + cn] / [1 - F_k(K/Y) - F_g(G/Y)]$$

Souffrant d'un terrible mal de tête, je me suis tourné vers des gens qui pouvaient m'expliquer ça plus simplement. J'ai constaté que même les économistes favorables à ce genre d'investissements, comme Carl Sonnen d'Infermetica, prévoient que les effets du programme libéral seront modestes. « Sur une économie de 800 milliards, six milliards d'investissements sur deux ans ne changeront pas beaucoup les choses », de dire M. Sonnen.

Les critiques

Si les libéraux gonflent l'impact de leur programme, les conservateurs, eux, le noircissent exagérément. Mme Campbell craint que ces investissements aient pour effet d'alourdir la dette. Mais les libéraux prévoient financer les deux milliards venant du gouvernement fédéral par des compressions budgétaires. Le déficit fédéral ne devrait donc pas être augmenté; simplement, il serait encore plus difficile de le réduire.

Au niveau municipal, les investissements seraient financés par des emprunts. Toutefois, l'impact d'emprunts supplémentaires de deux milliards sur une dette nationale de 500 milliards ne serait pas très important.

Le plus gros obstacle surviendra au niveau des provinces. Et là, les conservateurs ont raison. Encore plus cassées que le gouvernement fédéral, celles-ci seraient certainement réticentes à emprunter davantage. Elles demanderaient plutôt à Ottawa de financer ses projets par de nouvelles taxes (sur l'essence, par exemple) ou en ayant recours au secteur privé. Cela rend la réalisation rapide du programme fort aléatoire.

Conclusion? Au pire, le programme d'infrastructures ne pourra être réalisé en entier, et son impact sera alors minuscule. Au mieux, de dire l'économiste Sonnen, « cela donnera une petite assurance supplémentaire que la relance va se poursuivre ».

PORTRAIT DE SAINT-HUBERT



Pierrette Venne



Jean Lesage



Angéline Fournier

Un terreau fertile pour le Bloc

MARIO FONTAINE

La vague bloquiste semble toute prête à déferler sur les circonscriptions de la Rive-Sud de Montréal. Mais il y a encore du ressac, comme en témoignent cette petite scène croquée il y a quelques jours dans le comté de Saint-Hubert.

Ce matin-là la députée sortante, Pierrette Venne, visitait la Maison de quartier Désormeaux, à Longueuil. Dix femmes et un homme, pour la plupart entre 18 et 35 ans. Au lieu de se laisser dériver dans les cul-de-sac sociaux, ces gens s'acharnent à compléter leur secondaire 5, rêvent d'un avenir convenable pour eux et leurs enfants.

La députée fédérale amène toutes les subventions qu'elle peut dénicher pour la Maison, la visite de temps à autre. Mais, ici comme ailleurs, le cynisme à l'endroit des politiciens se manifeste avec franchise: la dernière fois, vous nous avez fait attendre une heure et quart avant d'arriver en coup de vent, de nous dire bonjour puis de nous tourner le dos, dit l'une. On vous fait confiance, les politiciens, on écoute vos promesses et une fois que vous êtes élus, il n'y a rien qui se passe, poursuit une autre.

« Il est difficile, ici, d'amener les gens à aller voter. Ils se disent que de toute façon ils n'ont aucun pouvoir, que ça ne changera rien », commente Marie Cyr, la directrice de l'organisme. N'empêche que ce terreau est fertile pour le Bloc québécois, pour autant que les gens se donnent la peine de se rendre aux bureaux de scrutin.

Ce terreau et bien d'autres, si on en juge d'après les adversaires de Mme Venne, émue comme conservatrice et devenue transfuge au profit du Bloc québécois: le conservateur Jean Lesage et la libérale Angéline Fournier désignent l'un et l'autre le Bloc comme leur seul véritable adversaire, s'excluant mutuellement de la lutte.

Mme Venne a obtenu 47 p. cent des suffrages dans Saint-Hubert en 1988. Des électeurs anglophones de Greenfield Park l'ont semoncée lorsqu'elle a changé d'allégeance mais, dit-elle, puisque Saint-Hubert reflète à peu près parfaitement la composition socio-linguistique de l'ensemble du Québec, le vote devrait suivre et lui permettre d'entamer un nouveau terme à Ottawa.

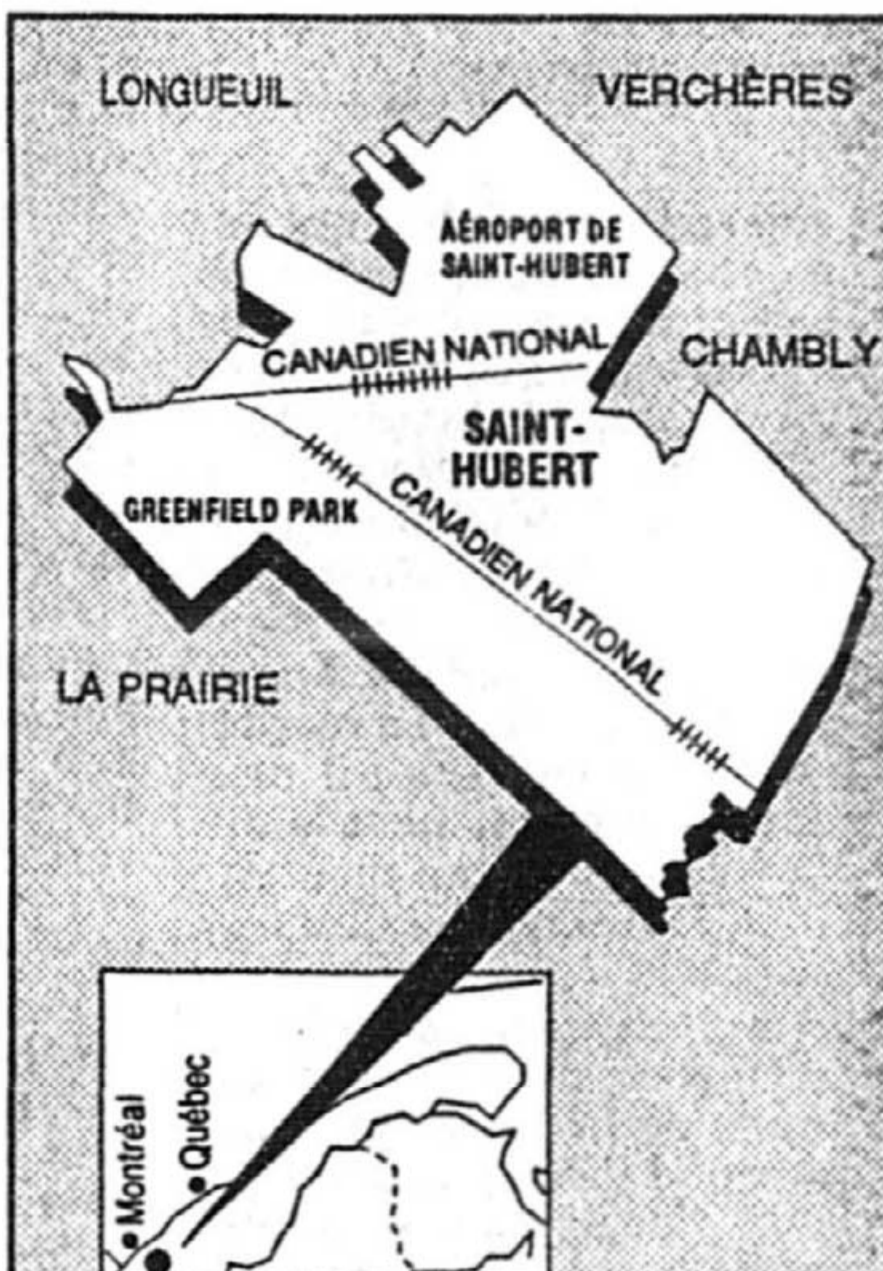
Divisé presque également entre libéraux et péquistes au niveau provincial, Saint-Hubert a voté NON au référen-

dum sur l'accord de Charlottetown avec plus de conviction que l'ensemble du Québec. Le comté compte peu de gros employeurs si ce ne sont de l'aéroport, de la base militaire et de l'Agence spatiale. Bon nombre d'électeurs travaillent à Montréal ou dans les villes environnantes. La situation économique y est difficile, mais guère plus qu'ailleurs.

Fin, le temps des ponts?

Mme Fournier compte parmi les vedettes du Parti libéral. Elle fait partie du groupe restreint de candidats que les responsables de la formation mettent de l'avant pour démontrer la qualité de l'équipe Chrétien. Mariée, 36 ans, quatre enfants, elle sillonne le comté depuis un an. Même ses adversaires conviennent qu'elle n'a pas ménagé ses efforts pour arracher l'adhésion des électeurs, notamment en se mettant à leur écoute.

« Il faut donner une image nouvelle de la politique. On n'est plus au temps où on promettait des ponts », soutient la jeune candidate dont le chef, Jean Chrétien, parcourt pourtant le Canada avec pour principale mesure de relance économique un programme d'infrastructures de 6 milliards.



POPULATION (%)			
FRANCOPHONE	ANGLOPHONE	ALLOPHONE	
79,1	13,4	7,5	
ÉLECTIONS 1988 (%)			
PLC	PC	NPD	AUTRES
29,1	48,9	18,0	4,0
RÉFÉRENDUM 1992 (%)			
OUI	NON		
39,8	60,2	Source: Pierre Drouilly	

Petit fils du défunt premier ministre du même nom, Jean Lesage tente quant à lui de garder Saint-Hubert dans le giron conservateur. Le PC vient de fermer un de ses deux locaux électoraux mais, assure-t-il, c'est pour des motifs d'efficacité et non parce que sa campagne bat de l'aile.

Selon lui, « rien n'est décidé. Les gens aiment beaucoup Kim Campbell et plus l'échéance approche, plus on monte ». M. Lesage ne nie pas que son nom est de nature à lui apporter une certaine notoriété, et il se fie au vote des indécis pour faire mentir les son-

Même l'Alberta, la plus fidèle alliée du PC, retourne sa veste

YVES BOISVERT
EDMONTON

Si l'on n'en restait qu'une, ce devait être celle-là. Mais voilà, la province la plus fidèle au Parti conservateur depuis 35 ans, la seule qui appuyait majoritairement le PC depuis le début de la campagne, l'Alberta, vient de retourner sa veste.

Le dernier sondage (Angus Reid-Southam) montre que le Reform Party remporte dans sa province d'origine le même succès que le Bloc au Québec.

Le Reform avait bon espoir de remporter une dizaine des 26 sièges de l'Alberta. Mais les espoirs les plus fous sont maintenant permis pour les gens de Preston Manning: le sondage les place pour la première fois en tête avec 42 p. cent des intentions de vote.

Plus incroyable encore, les libéraux ont doublé les conservateurs et sont en deuxième place avec 28 p. cent, contre 23 p. cent pour le PC. Le NPD, ce n'est pas une surprise, se maintient autour de 4 p. cent, un point de plus que le nouveau parti de Mel Hurtig, le Parti national — qui n'a pas grand chance de se faire élire dans sa circonscription.

Ce que tout cela veut dire, c'est que le Reform pourrait fort bien arracher entre

15 et 20 sièges seulement dans cette province, les libéraux et les conservateurs se contentant du reste. Cela pourrait vouloir dire sur les 207 candidats du Reform dans les neuf provinces (toutes sauf le Québec), plus de cinquante sièges.

Les Albertains sondés ont dit que l'enjeu le plus important de ces élections est la lutte contre le déficit (33 p. cent), ensuite l'emploi (28 p. cent) et troisième le réajustement de la dette (11 p. cent). Pas étonnant qu'ils choisissent le parti qui fait de sa lutte au déficit son objectif numéro 1.

À la dissolution, les conservateurs avaient ici 22 députés, les libéraux un seul (David Kilgour, expulsé du caucus conservateur), le NPD un siège et les réformistes avaient fait élire Deborah Grey dans une élection partielle en 1989. Un ex-conservateur siègeait comme indépendant.

Calgary et Edmonton

La vieille rivalité entre les deux grandes villes de la province se traduira probablement encore une fois dans le résultat du scrutin. Edmonton et Calgary, deux villes de même taille (environ 800 000 habitants), sont très différentes et contentes de l'être.

Calgary, 300 kilomètres au sud de la capitale, au pays des « ranches », est la ville canadienne la plus « américaine »,

souligne Satya Das, éditorialiste au Edmonton Journal. Les 500 000 habitants d'origine américaine sont plus enclins à voter pour un parti de facture plus conservatrice et populiste, comme le Reform.

Edmonton, siège du gouvernement, se veut plus « progressiste », plus « verte » et plus raffinée. Aux dernières élections provinciales, les conservateurs ont balayé Calgary et les libéraux ont balayé Edmonton... C'est à Edmonton qu'un néo-démocrate a réussi à se faire élire aux dernières élections fédérales. Impensable à Calgary!

Quoi qu'il en soit, au nord comme au sud, les réformistes sont en voie de balayer les régions rurales. À Edmonton, les libéraux pourraient prendre la plupart des six sièges, puisqu'ils mènent les réformistes de quelques points. A Red Deer et à Calgary (six comtés), les réformistes prendront probablement la plupart des sièges. Peut-être Calgary Northeast, un comté à forte concentration d'immigrants, pas très sympathiques aux réformistes, passera-t-il au libéral Colin MacDonald. En 1988, c'est dans ce comté que les libéraux ont obtenu les meilleurs résultats au sud d'Edmonton: 17 p. cent. Lethbridge, tout au sud, semble acquise au réformiste Ray Speaker, député conservateur provincial de 1965 à 1993.

Les conservateurs, à ce train, auront de la difficulté à retenir cinq sièges.

Enjeu caché

On a beaucoup parlé du vote de protestation (voir texte en B1), mais il y a un « enjeu caché » dans ces élections, estime le politologue Roger Gibbins, de l'Université de Calgary.

« La question nationale n'est pas officiellement un enjeu, mais les gens l'ont bien en tête. Il y a un vrai lien entre le Bloc et le Reform, en ce sens que plus le Bloc semble fort, plus les gens de l'Ouest seront tentés de choisir Manning comme contre-poids. Manning représente une alternative au compromis traditionnel entre le Canada anglais et le Québec, et qui semble avoir échoué. Il y a une réelle impatience des électeurs envers le Québec (avec la menace souverainiste), et, sans même qu'il ait besoin d'en parler, Manning est perçu comme celui qui peut tenir tête aux nationalistes québécois. La perception que le Bloc est fort aide beaucoup le Reform », analyse-t-il.

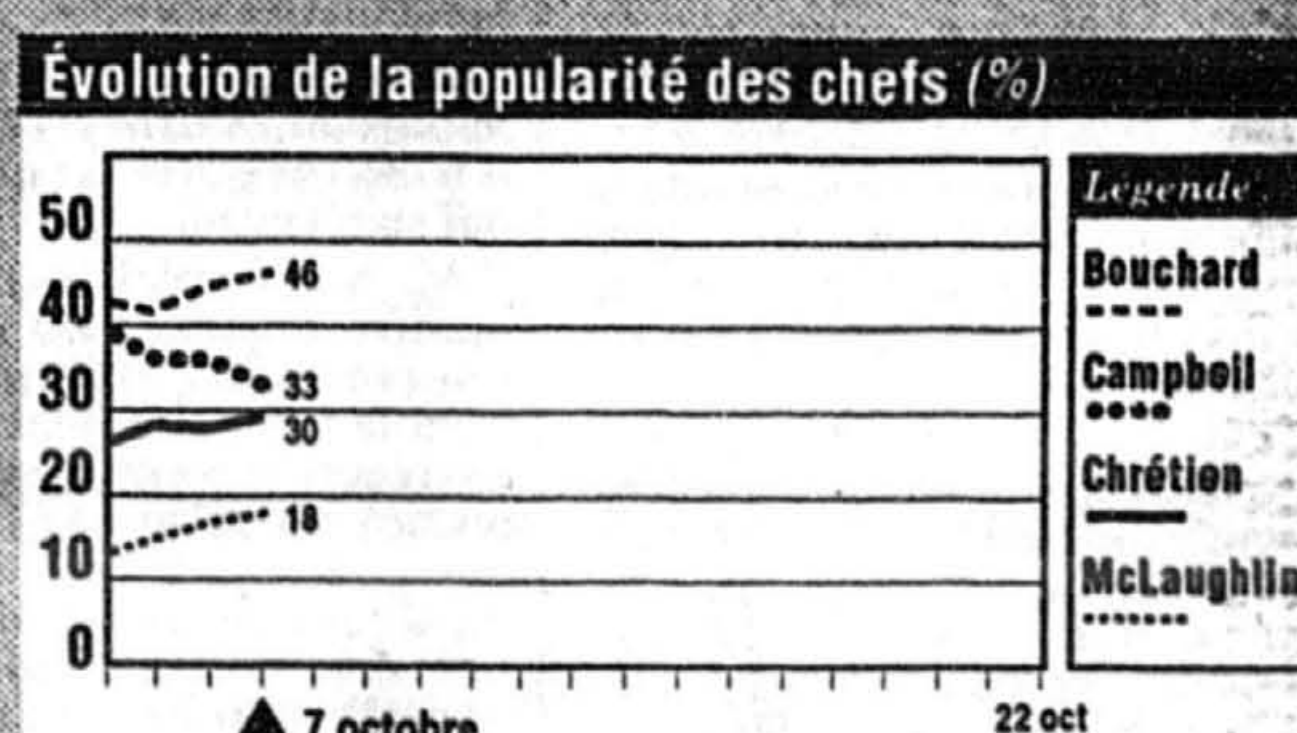
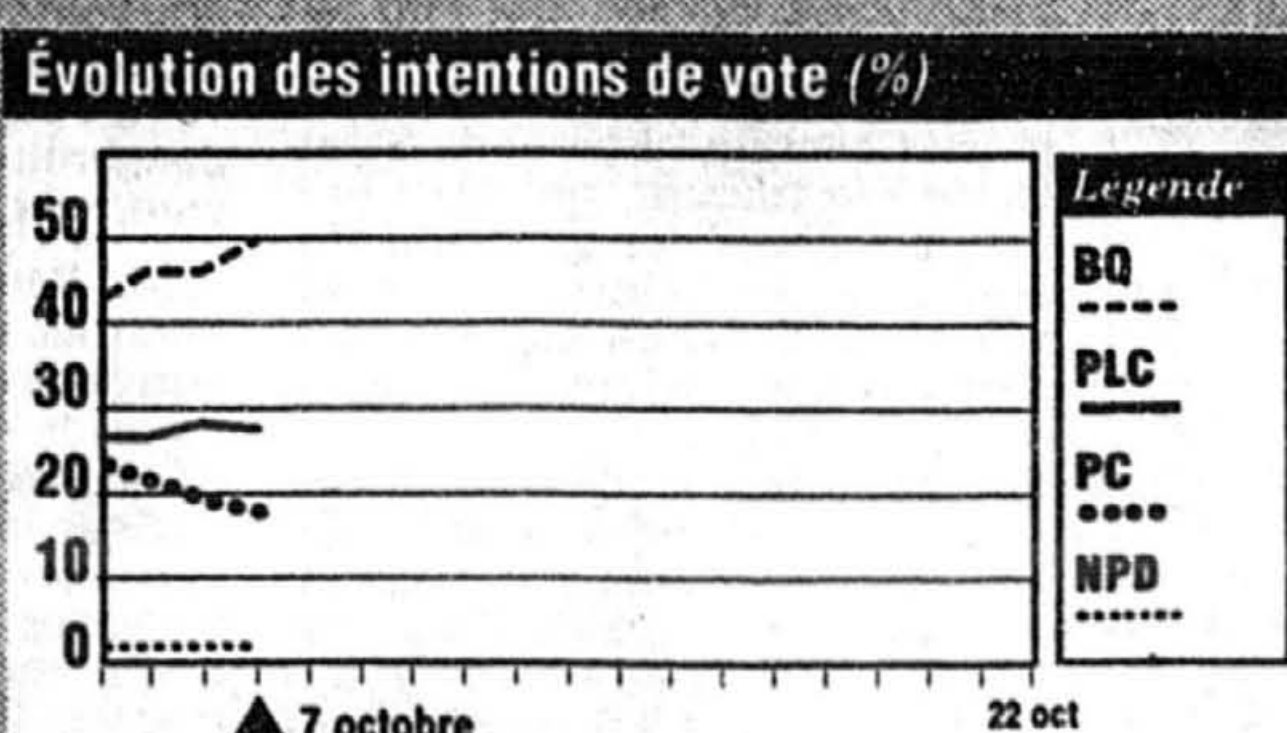
Chose certaine, vu la allure générale de l'opinion, Preston Manning avait raison de dire hier que pour une fois, tout le Canada devra attendre de voir comment l'Ouest a voté pour savoir qui gouvernera.

BAROMÈTRE SOM - LA PRESSE - TVA

7 octobre
1054 répondants

Voir texte en page C2

Intentions de vote au Québec (%)					
	3 oct	4 oct	5 oct	6 oct	7 oct
Bloc Québécois	46	44	47	47	50
Parti libéral	26	26	26	28	27
Parti conservateur	23	24	22	20	19
NPD	1	2	2	2	2
Autres	4	4	3	3	2
Indécis	34	34	36	37	36



ELECTIONS 93



60 bloquistes, 15 libéraux et 0 conservateur

Un spécialiste interprète ainsi les résultats du sondage SOM-La Presse réalisé au Québec

MARIO FONTAINE

■ Si les intentions de vote dont fait état le sondage SOM-La Presse de ce matin se matérialisent le 25 octobre, le Bloc québécois fera élire rien moins qu'une soixantaine de députés à Ottawa, les libéraux une quinzaine et le Parti conservateur... zéro.

Telle est la prédiction avancée hier par le sociologue Pierre Drouilly, de l'Université de Québec à Montréal. Spécialiste de l'analyse des sondages, M. Drouilly constate que le Bloc attire 59 p. cent des francophones, ce qui laisse présager un balayage à travers le Québec.

Seules une quinzaine de circonscriptions à forte présence anglophone et allophone résisteront à la vague, prédit-il. Cette concentration du vote, qui était le maillon faible de la chaîne libérale, se révèle une force lorsque le raz-de-marée déferle. À l'opposé, l'éparpillement du vote con-

servateur risque de priver le PC de toute représentation québécoise, sauf d'éventuels cas d'exception: Jean Charest dans Sherbrooke, Pierre Blais dans Bellechasse, peut-être un ou deux autres. Et encore, rien n'est encore coulé dans le béton pour eux.

«Cela ressemble beaucoup au vote du référendum de l'automne dernier, avec un net clivage selon la composition ethnique et linguistique des comtés. Ce qui signifie qu'à 50 p. cent dans la faveur populaire, le Bloc québécois n'a pas nécessairement encore fait le plein de votes. Le NON avait obtenu 56,7 p. cent au Québec», rappelle M. Drouilly.

Séjournant dans le moment en Russie, celui-ci a été joint hier à Saint-Petersbourg (ex-Leningrad). Il continue néanmoins à suivre la campagne électorale de près, et se fie à ses extrapolations mathématiques pour prédire le nombre de comtés qu'obtiendront les uns et les autres.

Essentiellement, pense le spécialiste, le BQ s'imposera partout à travers le Québec, à l'exception de l'ouest de l'île de Montréal et peut-être de circonscriptions outaouaises comme Gatineau-La Lièvre et Hull-Aylmer, où le Parti libéral du Canada restera dominant. Le PLC a récupéré le vote anglophone, constate l'expert, un vote qui lui avait partiellement échappé aux mains des conservateurs en 84 et 88.

Si la lutte se déroulait seulement entre deux partis comme à l'accoutumée, les résultats seraient mieux partagés, estime M. Drouilly; mais le fait que le vote fédéraliste soit divisé face au Bloc procure une avance confortable à la formation de Lucien Bouchard. D'autant plus que, selon lui, les francophones sont de plus en plus nombreux à appuyer le BQ. Il n'est du reste pas impossible que deux francophones sur trois votent pour le Bloc, pense l'universitaire. Cela ne lui donnerait toutefois pas de sièges supplémentaires.

Le chercheur explique les déboires du

Parti conservateur par le fait que, s'il faut en croire les sondages, il n'a pu conserver que 40 p. cent de son vote de 1988. L'électorat nationaliste a pris la clé des champs, de concert avec les organisateurs péquistes qui avaient appuyé Brian Mulroney lors des deux derniers scrutins, dans la mouvance du «beau risque».

Quant aux libéraux, Pierre Drouilly s'attend à ce qu'ils forment un gouvernement minoritaire. Il n'exclut pas que le Bloc puisse former l'opposition officielle, mais pense que quoiqu'il en soit, une soixantaine de députés souverainistes à Ottawa geront en mesure de «brasser la cage» même si leur chef ne réside pas à Stornoway.

Pas plus de 60 députés souverainistes? Non, dit-il. Les libéraux ont déjà détenu 74 des 75 comtés québécois du temps de Pierre Elliott Trudeau, mais ils pouvaient compter sur le vote anglophone en plus d'obtenir une majorité du vote francophone, ce qui ne sera pas le cas du Bloc.



Pierre Drouilly

Lucien Bouchard marche sur des oeufs

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse

■ Les sondages d'opinion qui accordent jusqu'à 60 sièges au Bloc québécois et les critiques de plus en plus acerbes, inquiètent le chef de la formation, M. Lucien Bouchard qui craint de voir ses troupes se démobiliser devant la promesse d'un trop grand succès.

«Je crois que 60 comtés, comme le suggère un sondage Angus Reid, c'est un peu trop. La réalité, c'est moins que cela», a-t-il prudemment commenté, hier, alors qu'il était de passage au chantier maritime MIL-Davie, dans le comté de Lévis.

Alors qu'il ratissait toute la région de Québec au cours des derniers jours, de la frontière canado-américaine jusqu'à la capitale, il n'a cessé d'en appeler au calme. «Ne montrez pas un optimisme trop débordant, nous n'avons pas un seul vote, pas un seul comté d'assuré. Il nous faudra nous battre jusqu'à la fin, car on va nous attaquer de toutes parts», a-t-il fréquemment répété, tant à Québec, dans Portneuf, dans la Beauce et dans Lévis.

Il joue maintenant de prudence. Il profitera d'ailleurs de cette fin de semaine pour se reposer, consulter ses conseillers et préparer ses munitions pour faire face au tir nourri que s'apprentent à lui servir ses adversaires conservateurs et libéraux. C'est à pas feutrés qu'il amorcera les deux dernières semaines de la campagne.

Lucien Bouchard a clairement indiqué hier qu'il ne commentera plus la moindre déclaration de ses adversaires qu'il n'aura pas d'abord entendu ou lu. «Je me suis fait prendre à ce jeu à quelques reprises, mais je ne mords plus», a-t-il dit, au cours d'une brève rencontre de presse.

Il faut comprendre comment se déroule une telle campagne pour les chefs de partis. En cours de matinée, les journalistes se précipitent sur un chef, détenant des informations toutes fraîches émanant des tournées de leurs adversaires. Hier, c'était une déclara-

tion, supposément faite par l'ancien premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson, qui aurait comparé le Bloc québécois aux nazis des années 1930. «Je ne crois pas que M. Peterson, un ancien collègue de Harvard, ait pu faire une chose pareille. S'il l'a fait, ce serait carrément inacceptable, mais je veux d'abord lire le «transcript» de ce qu'il a dit, avant de réagir», a-t-il tranché.

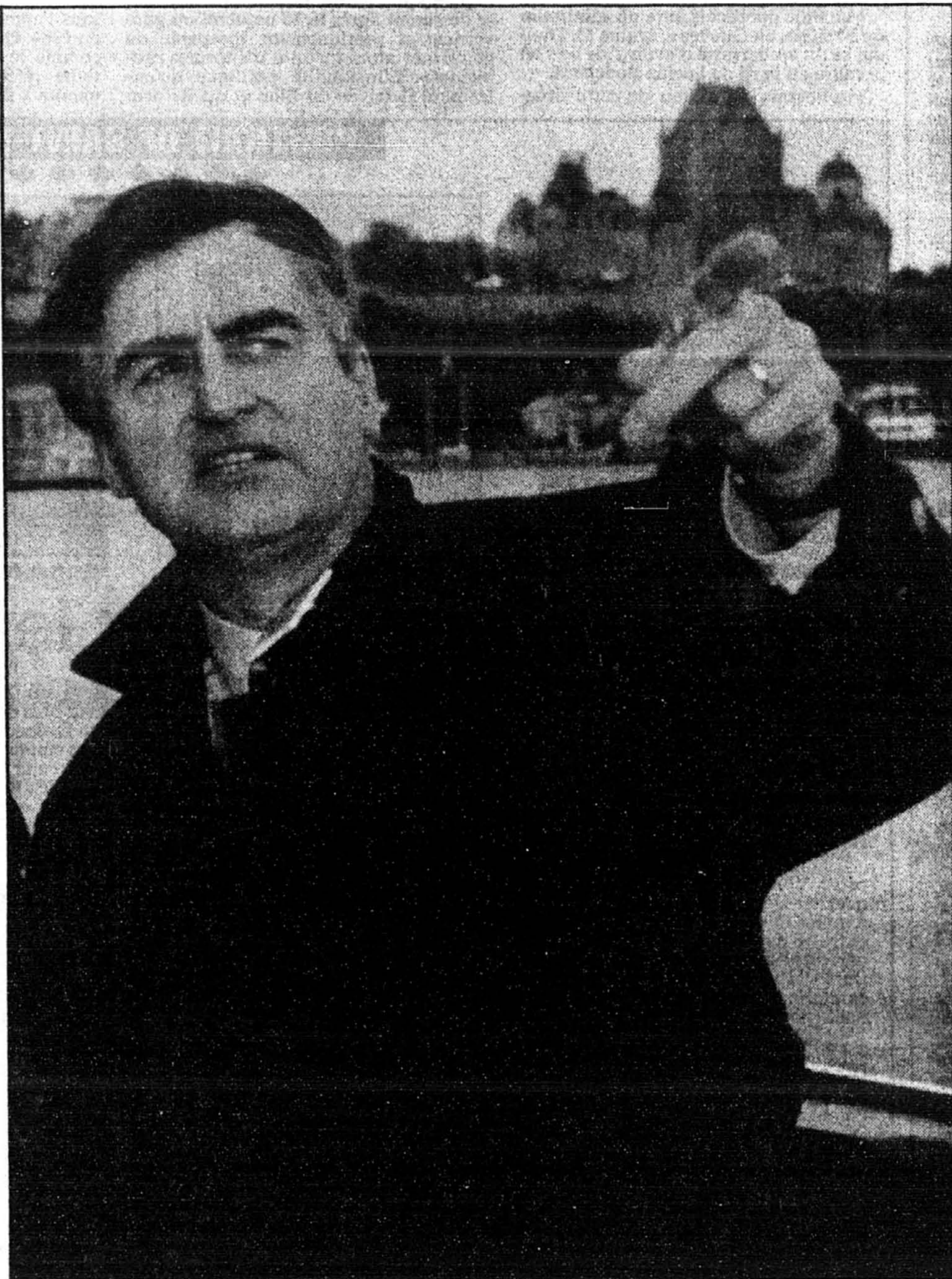
Au sujet des mises en garde servies aux Québécois cette semaine par le premier ministre ontarien Bob Rae, qui voit dans les élections de députés bloquistes une véritable menace, M. Bouchard n'a pas davantage commenté, si ce n'est pour dire, à quelques reprises, que «l'élite torontoise, désespérée, frappe allègrement». «Une ou deux attaques par jour, cela nous permet de nous fabriquer une bonne carapace».

Les traits tirés, le regard visiblement inquiet, M. Bouchard n'a plus qu'une idée en tête, fouetter ses troupes sans relâche. «Faites du porte à porte, aidez-moi, rien n'est encore assuré», répétait-il, hier midi, à l'entrée du chantier maritime de Lauzon, où des travailleurs viennent de tous les comtés de la région.

Au chantier maritime, qui vit grâce aux subventions et aux contrats du gouvernement fédéral, Lucien Bouchard a reçu un accueil plus que chaleureux. Aux travailleurs menacés de perdre leur emploi, il a promis «de se battre à mort» pour défendre les intérêts du Québec.

C'est le message qu'il répète partout, une opposition forte pour crier les besoins du Québec, mais jamais il n'attaque de front l'establishment anglophone. «Des sondages, réalisés au cours des deux dernières années au sein de la communauté des affaires, à Toronto, nous montrent que ces gens ne craignent plus les aspirations du Québec. Ce sont les politiciens qui nous craignent».

Au cours du dernier sprint de la campagne, il est à prévoir que Lucien Bouchard va simplement demeurer sur la défensive. Encore ce matin, des sondages l'invitent à la prudence.



Lucien Bouchard était de passage au chantier maritime MIL-Davie, dans le comté de Lévis, hier.

Le Bloc à 50 % des intentions de votes

LOUIS FALARDEAU

■ Alors que le Bloc québécois atteint 50 p. cent des intentions de vote des électeurs décidés, le Parti libéral est maintenant bon deuxième au Québec devant le Parti conservateur.

C'est ce que nous apprend le Baromètre SOM-La Presse-TVA pour la période du 4 au 7 octobre dernier. Pendant ces quatre jours, 1054 entrevues téléphoniques ont été complétées. Un échantillon de cette importance comporte une marge d'erreur de plus ou moins 3,1 p. cent dans 19 cas sur 20.

Les intentions de vote vont comme suit: Bloc québécois, 50 p. cent; Parti libéral, 18 p. cent; Parti conservateur, 12 p. cent; Nouveau parti démocratique, 2 p. cent; autres partis, 1 p. cent. Cinq p. cent des électeurs disent qu'ils ne voteront pas, 27 p. cent, qu'ils n'ont pas pris leur décision et 4 p. cent refusent de la dévoiler.

Si on ne tient compte que des répondants dont on connaît l'intention de vote, le score est le suivant: BQ 50 p. cent; PLC 27 p. cent; PC 19 p. cent; NPD 2 p. cent; et autres partis 2 p. cent. Par rapport au sondage SOM publié samedi dernier, le Bloc gagne six points, les libéraux trois, alors que les conservateurs en perdent huit.

Le Bloc québécois est particulièrement fort dans la région de Québec (57 p. cent) et en province (56 p. cent). Dans la grande région de Montréal, il devance les libéraux par huit points (42 à 34 p. cent).

Blais refuse de jeter la serviette

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Il est trop tôt «pour jeter la serviette», a reconnu hier le co-président national de la campagne conservatrice au Québec, Pierre Blais.

«Je comprends que ces sondages nous dérangent, on n'aime pas ça. Mais de là à dire que cela nous casse les reins, c'est exagéré», a-t-il précisé hier au cours d'un entretien à La Presse Canadienne.

M. Blais réagissait à un sondage Angus Reid qui place les conservateurs en deuxième position au pays et en troisième position au Québec. Au pays, les libéraux récoltaient 37 pour cent des intentions de vote contre 22 pour cent pour les conservateurs et 18 pour cent pour le Reform Party. Au Québec, le Bloc décroche 46 pour cent des intentions de vote. Avec 27 pour cent, les libéraux ont délogé les conservateurs qui se retrouvent maintenant en troisième position avec 20 pour cent. Ces derniers ont chuté de 16 points depuis le début de la campagne.

M. Blais refuse de croire que la bataille est terminée, toutefois. Après tout, les indécis sont de l'ordre de 47 pour cent, fait-il remarquer.

Selon le ministre de la Justice, la clientèle du Bloc se partage comme suit: environ 20-22 pour cent sont des indépendantistes «purs et durs» et de 20 à 22 pour cent sont des fédéralistes «qui en ont ras-le-bol». Ces fédéralistes peuvent être ramenés au bercail, croit-il. Il s'agit de «démasquer» le Bloc.

The Suburban maintient sa version au sujet des propos de Peterson

JULFS BELIVEAU

■ Le journal anglophone mont-réalais The Suburban affirme que l'ancien premier ministre ontarien David Peterson a bel et bien établi un parallèle entre les souverainistes québécois et les nazis des années 30 dans un discours prononcé il y a une semaine devant un auditoire étudiant à Westmount.

On sait que M. Peterson a nié vigoureusement jeudi avoir tenu les propos que lui attribue l'hebdomadaire de l'ouest de Montréal. On se souviendra également qu'il a qualifié de «jaunisme indécent» le genre de journalisme pratiqué à cette occasion par The Suburban.

Le journaliste Steve McDougall a déclaré qu'il maintient ce qu'il a écrit. «M. Peterson, a-t-il souligné, a comparé le Bloc québécois aux nazis. Il a dit que ce que les bloquistes font maintenant, c'est la même chose que ce qu'a fait Hitler en exploitant l'humiliation des Allemands pour bâtir un mouvement politique.»

Pour le rédacteur en chef du Suburban, Christie McCormick, il n'est pas question que son journal se rétracte. M. McCormick s'est d'ailleurs montré quelque peu étonné que l'ancien chef libéral ontarien semble faire une dérogation tout en reconnaissant la véracité des propos qu'on lui a prêtés. «C'est une dérogation très amusante, a-t-il dit. M. Peterson nie avoir fait une comparaison mais il admet aussitôt qu'il l'a faite. Et il mentionne que le sentiment d'humiliation utilisé en Allemagne au temps des nazis n'a pas été utilisé



David Peterson

seulement au Québec, mais également en Yougoslavie, dans l'Ouest canadien et dans d'autres endroits dans le monde. En somme, M. Peterson dit qu'il nie ce qu'il reconnaît avoir dit.»

Interrogé sur ce qu'aurait dit ou n'aurait pas dit l'ancien premier ministre de l'Ontario, le député et candidat libéral de Saint-Henri-Westmount, qui était présent à l'assemblée groupant des étudiants du Westmount High School, n'a guère été capable d'apporter des précisions. «Je ne me souviens vraiment pas, a-t-il dit. M. Peterson a peut-être fait une allusion quelconque à un sentiment d'humiliation qui a été ou qui peut être exploité dans certains pays. Peut-être M. Peterson a-t-il parlé de l'Allemagne dans son discours. Mais je ne sais pas s'il a parlé directement des nazis.»

Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a laissé pointer une bonne dose d'incrédulité hier lorsqu'on lui a fait part des propos attribués à l'ancien premier ministre ontarien. Il a dit qu'il ne reconnaissait pas l'homme qu'il a connu à Harvard.

Une dépêche de la Presse Canadienne émise hier depuis Toronto, écrite après une entrevue avec M. Peterson, indiquait que celui-ci a dit n'avoir jamais voulu comparer le Bloc québécois de Lucien Bouchard à Adolf Hitler. Elle soulignait toutefois que, selon l'ancien premier ministre ontarien, les deux chefs politiques ont en commun le fait que leur mouvement est basé sur un sentiment d'humiliation et de rejet.

«Exploiter ce sentiment est très puissant en politique, mais aussi très dangereux à mon avis», a déclaré M. Peterson à l'agence de presse. Et il a ajouté: «On l'a fait en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, on l'a fait dans le temps du débat du lac Meech, avec l'incident du drapeau qui a été montré une centaine de fois à la télé, avec le résultat que ce drapeau est devenu l'âme des Québécois. Il est dangereux d'allumer ce feu des émotions.»

M. Peterson a tenu sensiblement les mêmes propos dans une entrevue diffusée jeudi soir à TV-Ontario, disant notamment que «Bouchard construit sa campagne sur la base de l'humiliation» et que «Hitler a basé son mouvement sur la base de l'humiliation de l'Allemagne». Mais il précisait que loin de vouloir établir un rapprochement entre les deux hommes, il ne faisait que comparer deux phénomènes.

Le Bloc ne devrait pas se consacrer d'abord à la souveraineté, selon SOM

LOUIS FALARDEAU

■ La majorité des électeurs du Québec ne voient pas de contradiction dans la démarche du Bloc québécois, un parti souverainiste qui tente de se faire élire à un parlement fédéral, mais ils ne sont pas d'accord pour que ses députés se consacrent prioritairement à la souveraineté du Québec.

C'est ce que nous apprend un sondage SOM réalisé pour le compte de La Presse et du réseau TVA entre le 4 et le 7 octobre auprès de 1054 répondants. La marge d'erreur est de 3,1 p. cent 19 fois sur 20.

Plus de la moitié (53 p. cent) des répondants disent en effet qu'ils ne voient pas de contradiction dans le fait qu'un parti souverainiste comme le Bloc québécois se fasse élire dans un parlement fédéral comme celui d'Ottawa. Le tiers (34 p. cent) est d'avis contraire et 13 p. cent ne répondent pas.

Mais plus de la moitié également (54 p. cent) sont plutôt ou tout à fait en désaccord avec l'idée voulant que les députés du Bloc «élus à Ottawa se consacrent prioritairement à la souveraineté du Québec». Les autres sont tout à fait d'accord (10 p. cent) ou plutôt d'accord (22 p. cent). Les partisans du Bloc sont loin d'être unanimes à ce sujet: 53 p. cent sont d'accord, mais 41 p. cent ne le sont pas.

Les répondants estiment par ailleurs que l'élection d'une députée nombreuse du Bloc québécois constitue une autre étape

vers la souveraineté du Québec. Cinquante-cinq p. cent sont tout à fait ou plutôt d'accord avec cette affirmation, 28 p. cent plutôt ou tout à fait en désaccord, et 17 p. cent ne répondent pas.

Interrogés sur la signification d'un vote pour le Bloc québécois, les répondants se divisent presque également entre les trois raisons proposées: 30 p. cent disent «un vote pour la souveraineté du Québec», 27 p. cent «un vote pour dire au Canada anglais que le régime actuel ne fonctionne pas» et 25 p. cent «un vote pour protester contre l'administration actuelle».

Bouchard devant Johnson

Enfin, SOM a soumis le nom de quatre leaders politiques en demandant aux répondants lequel ils apprécieraient le plus. C'est le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, qui domine avec 28 p. cent, suivi de l'aspirant non-déclaré au leadership du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson, 23 p. cent, du chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, 14 p. cent, et de l'ex-aspirant au leadership libéral, Gérald Tremblay (9 p. cent).

Le fait que M. Bouchard soit en tête et qu'il soit le choix de deux fois plus de Québécois que Jacques Parizeau doit être analysé en tenant compte que le chef du Bloc est beaucoup plus présent dans l'actualité que le chef du PQ. À la même époque l'année dernière, alors qu'il dirigeait la campagne du Non au référendum, M. Parizeau devançait M. Bouchard par une marge semblable.



ELECTIONS 93

« Voter pour le Bloc, c'est voter pour le chômage », soutient Kim Campbell

MICHEL HÉBERT
de La Presse Canadienne
ST-CATHARINES, Ontario

Les Québécois fédéralistes s'apprêtent à voter pour le Bloc québécois parce qu'ils ne savent pas que Lucien Bouchard est souverainiste, soutient la première ministre Kim Campbell.

« Je pense qu'ils ne savent pas que M. Bouchard a comme but de faire l'indépendance du Québec », a-t-elle déclaré hier à St-Catharines, dans le sud de l'Ontario.

Kim Campbell répète depuis deux jours que Lucien Bouchard cache ses véritables intentions aux Québécois. Ceux-ci seraient donc carrément bernés par le chef bloquiste, et en particulier les Québécois fédéralistes. Selon Mme Campbell, le Québec ne compte pas plus de vingt pour cent de souverainistes; le reste des appuis au BQ proviendrait des fédéralistes.

Mais l'élection du Bloc québécois serait catastrophique pour l'économie canadienne, a soutenu la leader conservatrice.

« Voter pour le Bloc, a-t-elle lancé, c'est voter pour le chômage.

« Le plan de M. Bouchard fera perdre 75 000 emplois au Canada », a poursuivi le chef du gouvernement sur la foi de « certains économistes » qu'elle n'a pas nommés.

« Il faut donc, a-t-elle dit, continuer à présenter aux Québécois, une vision d'un pays, une vision d'espoir et je suis certaine que les Québécois décideront de rester au pouvoir. »

Kim Campbell a réfuté les déclarations de son ministre du Revenu Garth Turner, qui insinuaient mercredi qu'il était préférable de voter libéral que pour le Bloc.

« Je ne conseille pas aux Québécois de voter pour personne d'autre que les conservateurs », a-t-elle corrigé hier.

Refusant par ailleurs de se laisser décourager par un autre troubleur sondage, la première ministre a aussi vigoureusement attaqué le chef libéral, Jean Chrétien,



Kim Campbell a participé à une ligne ouverte sur les ondes d'une station de radio torontoise, hier.

et le leader réformiste, Preston Manning.

M. Chrétien « ne comprend tout simplement pas » la nécessité de réduire le déficit, a-t-elle déclaré en matinée à Toronto.

Quant au plan de réduction du chef du Reform Party, il risque de soustraire une personne âgée sur quatre du régime de retraite canadien. Mais Mme Campbell n'a pu préciser le déficit de l'exercice financier 1992-1993 qui, a-t-elle concédé, sera plus élevé que les 35,5 milliards prévus.

« Je n'ai pas les chiffres à ma disposition, a-t-elle dit, mais nous trouverons les coupes à faire. Une révision de la façon de calculer le déficit fédéral force le report à novembre prochain de la divulgation du déficit de l'année fiscale terminée le 31 mars dernier.

Kim Campbell a commenté avec aplomb un sondage Angus Reid qui plaçait hier les conservateurs loin derrière les libéraux. Selon ce sondage, les réformistes de Preston Manning seraient en progression constante, notamment dans l'Ouest, tandis que le Bloc québécois apparaît de nouveau invulnérable au Québec.

« Il ne faut pas se laisser séduire par les sondages favorables et décourager par les autres », a-t-elle dit.

En 1988, a-t-elle rappelé, les conservateurs semblaient battus à deux semaines du scrutin; ils ont finalement décroché une deuxième majorité aux Communes.

Mme Campbell a de nouveau défendu hier la privatisation par son gouvernement de l'aéroport

Pearson. Elle a répété que ce projet incitera le secteur privé à verser les 700 millions nécessaires à la restauration de l'aéroport torontois. Son gouvernement, assure-t-elle, n'a rien à cacher dans ce dossier.

« Je rendrai tous les documents publics », a-t-elle promis.

Elle a accusé le chef libéral, Jean Chrétien, d'agir en « hypocrite » dans ce dossier. Les deux tiers des intérêts du consortium signataire du bail à long terme avec le gouvernement fédéral appartiennent à des partis libéraux bien connus. M. Chrétien les a d'ailleurs secrètement rencontrés à Montréal, il y a trois jours.

Aux portes de la station, des manifestants criaient, brandissaient des pancartes. « Pearson, ça pue », lisait-on sur l'une d'elles.



Notes de campagne

PIERRE GRAVEL

Le Globe and Mail s'est fait piéger

C'est classique. Vient toujours un moment dans une campagne électorale où la « guerre des sondages » entre partis débouche sur des tentatives de manipulation des médias. Le plus souvent, il s'agit de « sources partisans mais fiables » qui laissent couler des résultats erronés paraissant dévastateurs pour l'adversaire.

On a eu droit à ce type d'opération, jeudi, quand les premiers échos d'un sondage Angus Reid-Southam-Le Soleil ont commencé à circuler à Montréal et à Toronto.

En règle générale, les médias se méfient et refusent de faire des manchettes avec des sondages dont ils n'ont pu vérifier toute la rigueur. Soit au niveau de la méthodologie ou de l'analyse des résultats complets. Histoire de ne pas succomber à des manoeuvres d'« intoxication ». Mais il arrive que même les plus grands tombent dans le piège et diffusent des informations inexactes. C'est ce qui est arrivé, hier, au très sérieux Globe and Mail de Toronto.

Jouant de prudence en imputant à des libéraux ces soi-disant résultats du sondage Angus Reid, le journal a néanmoins publié à la Une des chiffres qui se sont révélés faux. Selon ce texte, le Parti libéral y aurait obtenu 41 pour cent des intentions de vote, le Reform Party 20 et le Parti conservateur 19. À partir de ces données, une transposition en termes de sièges donnerait un gouvernement libéral minoritaire et permettrait à Preston Manning de former l'opposition officielle avec 65 députés alors que Kim Campbell n'en ferait élire que 35.

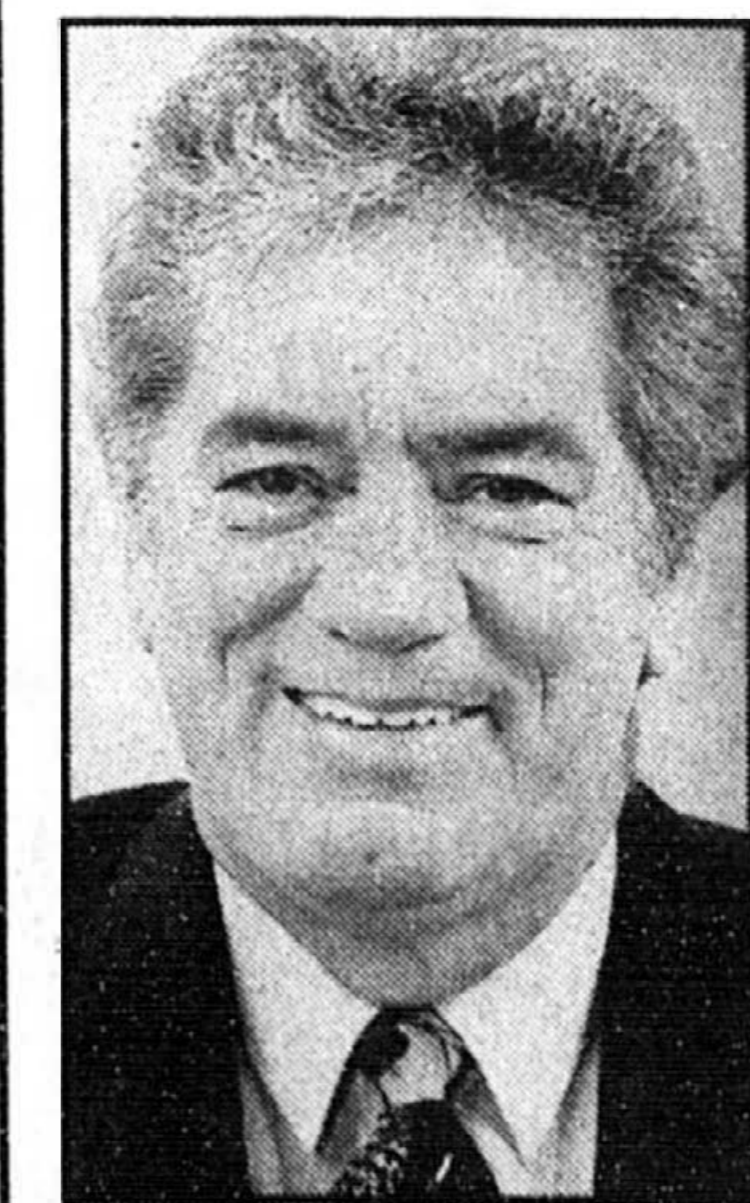
Or les résultats exacts du sondage donnent 37 pour cent des voix aux libéraux — et non 41 — alors que les conservateurs gardent une faible avance, à 22 pour cent, sur le Reform Party à 18. Pour ce qui est de l'extrapolation en élus probables, il n'en est fait mention nulle part dans le rapport produit par Angus Reid. D'où l'hypothèse vraisemblable qu'elle provient des mêmes sources ayant fourni les chiffres erronés au quotidien torontois.

Le même jour, d'autres chiffres, exacts ceux-là, commentaient à « couler » à Montréal plus précisément à CKAC et à Radio-Canada. Des chiffres différents du Globe mais dominant, curieusement, la même répartition de sièges que celle publiée le lendemain à Toronto et provenant présumément de la maison Angus Reid qui ne s'est pourtant pas livrée à cet exercice!

Cette évidente tentative de manipulation de l'information a bien sûr tourné court avec la diffusion des résultats exacts par les autres médias. Elle aura cependant servi à rappeler à chacun l'importance de la plus grande prudence. Et d'observer, preuve à l'appui, que nul n'est à l'abri d'une erreur. Même pas le Globe!

FINALEMENT, PAS DE DÉBAT

Il n'y aura finalement pas de débat entre les candidats dans



Claude Rompré

Saint-Maurice. Devant le refus du chef libéral Jean Chrétien d'y participer, le représentant du Bloc, Claude Rompré a décidé de s'en abstenir lui aussi.

« Ce qui m'intéresse, a-t-il expliqué au *Nouveliste*, c'est d'affronter Chrétien devant la population parce qu'il n'a pas le droit d'envoyer son passé

sous le tapis. Il a été là 25 ans; il a des comptes à rendre. » Peut-être! Mais ce n'est pas là qu'il va le rendre puisque, devant ce double désistement, la Chambre de Commerce a préféré annuler l'événement.

En éditorial, le quotidien de Trois-Rivières explique les motifs de la décision de M. Chrétien en affirmant qu'il « est devenu un touriste dans sa propre ville et a souvent parié ignorant des problèmes et des besoins de son comté. Sans oublier que la dernière fois qu'il s'est adressé aux Chambres de Commerce du centre de la Mauricie, il a froissé les gens d'affaires par son ton paternaliste et moralisateur. (...) Il a tout à perdre à rencontrer des adversaires qui ne lui feront pas de cadeaux et qui exploiteront sa propension à gaffer même lorsqu'il est chez lui. Ce n'est peut-être pas une décision courageuse, mais c'est une sage décision ».

DE LA MAGIE SEXISTE

La publicité télévisée du Parti conservateur ne laisse vraiment personne indifférent. Jeudi, des ouvriers dénonçaient, comme humiliant, le



Sunera Thobani

message assimilant les promesses libérales de grands travaux routiers à du gaspillage.

Hier, c'était le Comité national d'action sur le statut de la femme qui montait aux barricades. Cette fois, la cible est ce magicien qui scie une femme en deux pour illustrer la menace que représente le Reform Party pour les programmes sociaux. C'est là faire preuve d'un intolérable sexisme et tomber dans le syndrome de la femme-objet, pense la présidente du groupe, Sunera Thobani.

UN CONGÉ POUR S'INSCRIRE

Le long week-end qui commence ne sera pas congé pour tout le monde. En tout cas pas pour le personnel d'Élections Canada qui sera au poste aujourd'hui, demain et lundi pour procéder à la révision des listes électorales.

Ce sera l'occasion idéale pour ceux dont les noms n'y apparaissent pas encore de s'y inscrire. Il suffit de se présenter, muni d'une pièce d'identité portant nom, adresse et signature, au bureau de sa circonscription dont les heures d'ouverture et l'emplacement apparaissent dans une brochure de couleur violet et or distribuée dans tous les foyers la semaine dernière. On peut également prendre rendez-vous par téléphone — consulter l'Assistance-annuaire en demandant Elections-Canada — pour que des agents recenseurs se présentent à son domicile. Pour connaître le nom de sa circonscription, il suffit de composer, sans frais, 1-800-267-VOTE (ou 8683).

AUJOURD'HUI

Encore 16 jours avant le choix définitif.

Kim Campbell est à Niagara, Hamilton et Toronto et rentre à Ottawa ce soir.

Jean Chrétien passe aussi la journée en Ontario, à Sault-Sainte-Marie et Toronto.

Lucien Bouchard fait relâche se limitant à l'enregistrement d'une émission de télé avant de partir pour le Lac-Saint-Jean.

Audrey McLaughlin poursuit sa campagne en Saskatchewan.

Phil Noble, l'obscur Américain du PC

MARIE-CLAUDE LORTIE

On a fait grand cas récemment de l'embauche par les conservateurs d'un stratège démocrate américain, Phil Noble, un expert en recherche politique et en communications qui a consolidé sa réputation en oeuvrant à la campagne très réussie de Bill Clinton.

On a dit que sa venue signalait le début d'une campagne pas très polie, puisque l'homme est spécialisé dans la recherche d'informations nuisibles aux adversaires. Le genre de consultant qu'on retrouve dans le circuit des mercenaires politiques, de colloques en séminaires, enseignant aux intéressés comment enquêter sur leurs adversaires et utiliser l'information dommageable en se protégeant le mieux possible. Dans un document distribué à un de ses séminaires on pouvait lire quelques-uns de ses conseils:

● Les campagnes négatives sont comme de la dynamite. À moins de l'utiliser convenablement, c'est vous qui explosez plutôt que vos adversaires;

● Si vous décidez d'être négatif, ayez tous les faits précis en main. Tous. Tout doit être documenté;

● Quand on attaque son adversaire, on peut être plus fort à la radio qu'à la télé;

● Durant les attaques, faites beaucoup de sondages pour surveiller étroitement les réactions du public.

Sauf que M. Noble n'a pas été embauché tout récemment, mais bien dès le début de la campagne. En fait, il était même là au congrès de direction. Il est très difficile de savoir exactement quel rôle il joue puisqu'on n'a pas vu les conservateurs faire couler beaucoup d'horreurs sur leurs adversaires jusqu'à présent, à part peut-être la bombe ratée revenue en boomerang frapper les conservateurs, concernant les dépenses de Lucien Bouchard à Paris.

Au PC, personne ne veut dire quel rôle précis joue M. Noble tant que les élections ne seront pas terminées, et on ne veut pas dire si on lui a demandé conseil avant de mettre en marche la nouvelle série de publicités négatives diffusées par le PC. (Des publicités où on tente de ridiculiser directement les politiques du Parti de la réforme et des libéraux.)

D'après Randall Pearce, le porte-parole du PC, M. Noble a été embauché pour moderniser le système de recherche du Parti conservateur et aussi pour conseiller le parti comme expert étranger observant tout cela de l'extérieur. « On ne peut pas avoir de l'expertise extérieure à l'intérieur du Canada, explique-t-il. Et puis il a travaillé très récemment à une campagne qui s'est déroulée dans un environnement comparable au nôtre ».

M. Noble vit à Charleston, en Caroline du Sud, ne travaille pas au bureau du PC à Ottawa, ni dans l'avion de Kim Campbell. « C'est un grand gars avec des lunettes » dit un des stratèges du parti qui ne l'a rencontré qu'une fois. Il n'est venu à Ottawa que pour quelques réunions où il a fait affaires directement avec les plus gros ténors du PC, le lobbyiste Harry Near, Tom Trbovich, directeur national du parti et John Tory, directeur national de la campagne. On a laissé le reste aux fax et au téléphone.

Minoritaires, les rouges compteraient sur les bleus

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

Un gouvernement minoritaire libéral compterait d'abord sur... les conservateurs pour survivre au quotidien à la Chambre des communes et pour mettre son programme politique à exécution.

Même si le scénario de l'élection d'un

gouvernement majoritaire est celui que continuent d'espérer la plupart des stratèges du PLC à deux semaines du vote, d'autres hypothèses de travail circulent dans les cercles libéraux. Celle d'une collaboration tacite entre le Parti libéral au pouvoir, mais minoritaire, et les conservateurs relégués au troisième ou au quatrième rang aux Communes arrive en tête de liste.

« Quoiqu'on en dise, s'ils étaient minoritaires, les libéraux n'auraient pas d'énormes difficultés à naviguer entre le Bloc québécois ou le Reform Party, car ils pourraient s'entendre au jour le jour avec les conservateurs », assure ainsi l'ancien ministre libéral Mitchell Sharp, un homme qui fait partie des mentors de Jean Chrétien et du cercle restreint de ses conseillers. « J'ai eu ma part de gouvernements minoritaires, ajoute-t-il. Il y a rarement d'entente ferme avec d'autres partis mais cela n'empêche pas de gouverner à peu près comme si on était majoritaire et il en sera ainsi cette fois-ci. »

S'il est évidemment difficile, dans le feu de l'action de la campagne électorale, de faire dire aux conservateurs quelle serait leur ligne de conduite s'ils étaient vraiment réduits à l'état de tiers parti après le 25 octobre, des indices permettent de croire que les calculs libéraux ne sont pas dénués de fondement.

Ainsi, au moins un groupe de conservateurs se prépare déjà psychologiquement à s'accommoder d'un gouvernement libéral. Le Sénat conservateur s'apprête en effet à se montrer plus coopératif avec un éventuel gouvernement libéral que la Chambre haute de l'époque ne l'a été avec Brian Mulroney et ses troupes.

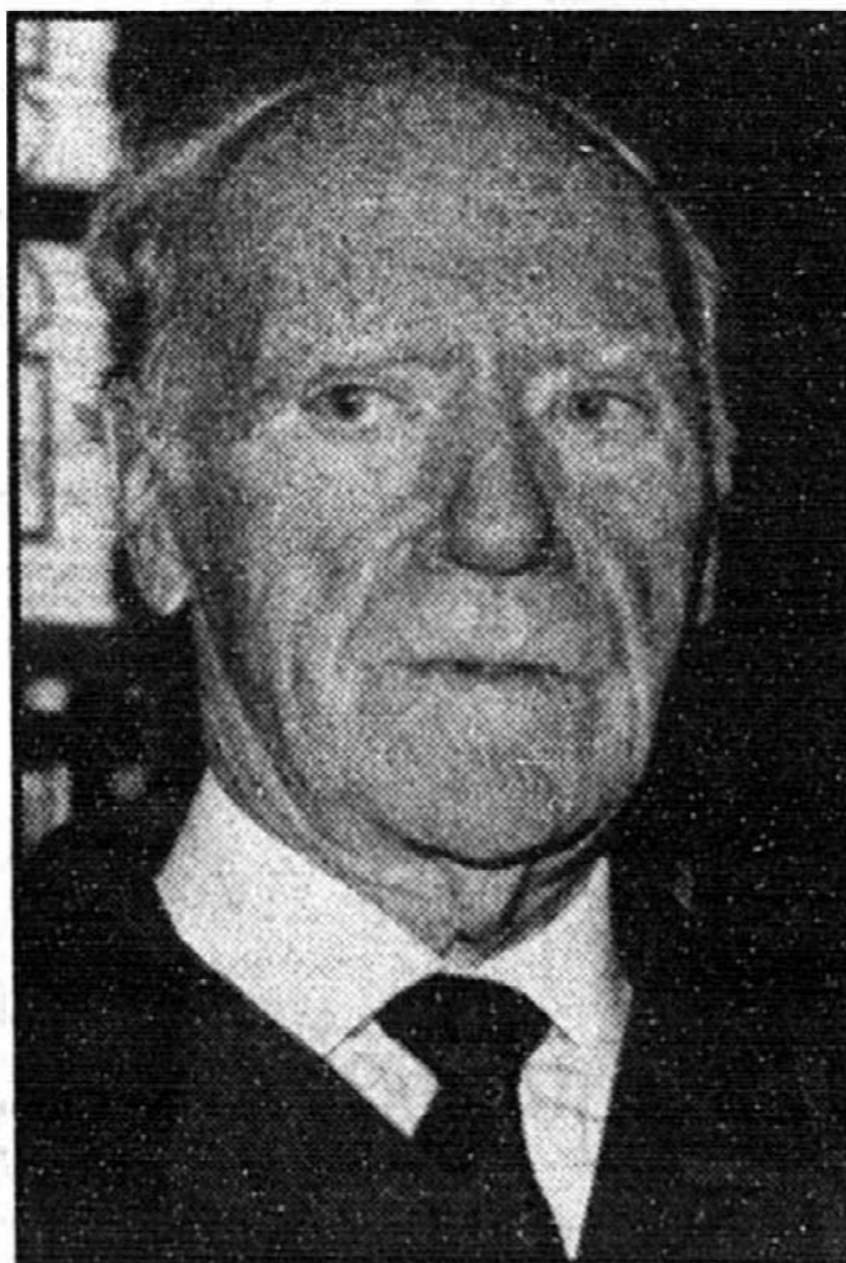
« Nous avons discuté cette hypothèse et plusieurs d'entre nous s'entendent déjà là-dessus. Le Sénat, même s'il est conservateur, n'aura pas intérêt à compliquer la vie du prochain gouvernement », confiait récemment le sénateur conservateur Jean-Claude Rivest. Certains des représentants conservateurs du Québec à la Chambre haute, en particulier, estiment que le vainqueur de l'élection en aura assez sur les bras sans y ajouter une guerre de tranchées avec le Sénat.

Cette fois-ci, un éventuel gouvernement minoritaire devrait en effet forcément faire face à une opposition plus diversifiée que celle qu'ont connue d'autres parlements. Parce que le Bloc québécois et le Reform Party ont des impératifs qui n'ont rien à voir avec ceux des partis fédéraux plus traditionnels, il pourrait être difficile de composer avec l'un ou l'autre.

Mais plusieurs stratèges libéraux calculent que le Parti conservateur, s'il veut garder son identité de formation nationale, n'aurait guère d'avantage d'intérêt, une fois dans l'opposition, à

s'associer à l'un ou l'autre. S'il réalise une percée importante, le Reform Party, en particulier, souligne-t-on, constituera une menace pire pour l'avenir des conservateurs que des alliances ponctuelles avec un gouvernement libéral. « Comment les Tories pourraient-ils trouver leur compte en s'alliant à une formation qui pourrait leur raser en permanence une portion importante de leur clientèle? », s'interroge à ce sujet un conseiller libéral.

Dans les cercles du PLC, on estime également que tous les partis auraient finalement intérêt à chercher, dans un premier temps, à prolonger la vie du prochain Parlement. Pour des raisons de ressources et de priorités politiques, ni le Bloc québécois, ni le NPD ne voudront se relancer rapidement en campagne électorale, estime-t-on, en rappelant que Lucien Bouchard n'entend pas mener deux campagnes fédérales. Quant aux conservateurs, une défaite cuisante le 25 ne les laisserait pas dans une position enviable pour affronter rapidement l'électorat.



Mitchell Sharp

LE COLLÈGE DE L'ASSOMPTION



Cent soixante ans et bien de son temps! Tel est le Collège de l'Assomption, établissement d'enseignement privé au service d'une région: Lanaudière. Il dispense le secondaire et le collégial à plus de 1 900 élèves, et, le soir, près de 2 500 adultes prennent la relève. Le cahier montre en pleine action un collège à la fois résolument moderne et bien ancré dans une vénérable tradition.

Un cahier spécial à ne pas manquer samedi prochain dans



PUBLIREPORTAGE

Les Québécois te le disent en toutes lettres...

Un témoignage d'affection reste toujours gravé dans la mémoire. Utilisez donc cette page pour exprimer à Sylvie Fréchette votre fierté et votre encouragement pour le prix PER LUDOS FRATERNITAS qu'elle et Magic Johnson se verront remettre lors du gala qui aura lieu à Monaco le 20 octobre prochain, sous la présidence d'honneur du Prince Rainier III. Ce prix international est remis une fois l'an, à deux athlètes qui ont fait preuve de détermination, de courage et d'esprit sportif.



T'es en or, Sylvie!

Faites-nous parvenir cette page avant le 12 octobre à :
 CKMF, 1717, boul. René-Lévesque Est, Montréal (Québec) H2L 4T9
 et nous la remettons à Sylvie lors du **Déjeuner de Stars**
 qui aura lieu en direct de la piscine olympique
 le 15 octobre prochain, entre 6 h et 9 h.

CKMF
94,3
RADIO
ÉNERGIE



Le Monde

L'ONU lève les les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud

d'après AP
NATIONS UNIES

■ Répondant à l'appel lancé il y a dix jours par Nelson Mandela, l'Assemblée générale des Nations unies a levé hier les sanctions économiques prises à l'encontre de l'Afrique du Sud et appelé tous les pays à abroger leur législation sur le boycott de Pretoria.

« C'est ce que nous demandions », s'est réjoui Nelson Mandela, président du Congrès national africain. « Nous sommes vraiment contents de voir que l'organisme international va nous aider et lever les sanctions », a ajouté le chef de l'ANC qui se trouvait à Bruxelles pour des entretiens avec des responsables de la CEE.

Résolution par consensus

Les 184 pays — qui ont estimé que « la transition vers la démocratie est désormais bien protégée par la loi sud-africaine » — ont adopté cette résolution par consensus, sans vote. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale n'ont pas de force exécutoire mais ont un poids moral certain puisqu'elles sont censées exprimer la volonté de l'ensemble des pays membres de l'ONU.

Par ailleurs, le principe d'une levée de l'embargo sur le pétrole

(pas de livraison de pétrole et de ses produits dérivés; pas d'investissements dans l'industrie pétrolière locale) est acquis mais il ne sera supprimé dans les faits que lorsque le conseil de transition multiracial entrera en fonction. En revanche, l'embargo sur les armes, en vigueur depuis 1977, continuera d'être appliqué.

« Nous adressons un signal très net au peuple sud-africain selon lequel la communauté internationale est prête à aider (l'Afrique du Sud) dans sa reconstruction économique et à garantir qu'une nouvelle Afrique du Sud puisse voir le jour sans les contraintes économiques imposées à l'ancien », a expliqué Ibrahim A. Gambari, ambassadeur du Nigeria à l'ONU en présentant la résolution.

La décision de l'Assemblée générale reste largement symbolique puisque la CEE, les États-Unis, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le Commonwealth, entre autres, ont déjà levé les sanctions contre Pretoria.

L'Afrique du Sud, membre de l'ONU, pourrait par ailleurs réintégrer le giron de l'Assemblée générale dont elle a été exclue en 1974. Une demande de réadmission pourra être formulée par le conseil de transition ou le futur gouvernement libre élu.



Le président de la Communauté économique européenne, Jacques Delors (à gauche), a rencontré hier à Bruxelles, siège de la CEE, le président du Congrès national africain (ANC) Nelson Mandela.

Les sanctions contre Pretoria

Les sanctions imposées à l'Afrique du Sud par la communauté internationale, et dont l'Assemblée générale de l'ONU vient d'annoncer la levée du volet économique excepté l'embargo sur le pétrole, ont été instaurées depuis une vingtaine d'années et levées progressivement.

■ **ONU**: en mai 1992, l'Afrique du Sud a de nouveau siégé dans une institution des Nations unies, la Conférence du désarmement, 18 ans après l'exclusion dont elle avait été frappée par l'Assemblée générale de l'ONU. La décision prise en 1974 avait entraîné l'expulsion de l'Afrique du Sud de tous les organes de l'ONU, à l'exception toutefois du Conseil de sécurité, où elle pouvait toujours faire entendre sa voix dans les affaires la concernant.

Subsiste encore un embargo sur les armes et le pétrole.

■ **États-Unis**: les États-Unis jouent un rôle non négligeable, avec un embargo sur les échanges financiers pratiqué par 27 États et 89 villes, en dépit de la décision de Washington du 10 juillet 1991, de lever les sanctions économiques imposées en

1986. Washington interdit également l'accès de l'Afrique du Sud au Fonds monétaire international (FMI). Le 24 septembre dernier, le président Bill Clinton a appelé le Congrès à lever toutes les sanctions économiques encore en vigueur.

Des sanctions ont été levées au fur et à mesure de la suppression des lois d'apartheid. Boycottages culturels et sportifs ont été supprimés en 1991 et 1992.

■ **CEE**: en 1985, la Communauté européenne avait adopté un train de mesures comprenant notamment un embargo sur les exportations d'armes, l'arrêt des exportations pétrolières et énergétiques vers l'Afrique du Sud, et l'interdiction de toute coopération nouvelle dans le domaine nucléaire. Elles restent en vigueur, à l'exception de l'embargo pétrolier levé le 6 avril 1992.

La CEE a également décidé, le 27 janvier 1992, la levée de l'embargo sur les pièces d'or, le fer et l'acier en provenance d'Afrique du Sud, décide en 1986.

Les liens dans les domaines sportif, culturel et scientifique ont été rétablis le 6 avril 1992.

Le 4 octobre dernier, les Douze ont décidé de reprendre les échanges d'attachés militaires et les contacts officiels au niveau international en matière de sécurité.

Restent deux autres sanctions: l'interdiction d'exporter des équipements sensibles pour les forces armées et des technologies pour le nucléaire civil.

La France avait également adopté une mesure nationale supplémentaire: l'embargo sur les contrats publics de charbon sud-africain, appliqué par Paris depuis 1985, et qui a été levé en mars 1992.

■ **COMMONWEALTH**: l'organisation (50 États membres au total), qui avait pris en 1985 une

série de sanctions similaires à celles de la CEE, a décidé une levée partielle de ces mesures le 21 octobre 1991, dans les domaines de l'éducation, du sport, de la culture, des relations scientifiques et du tourisme. Le 24 septembre dernier le Commonwealth a annoncé la levée de toutes les sanctions économiques et commerciales encore en vigueur. L'embargo sur les ventes d'armes est maintenu. Le Canada avait joué un rôle de leader au sein de l'organisation pour convaincre les pays membres à prendre des sanctions.

■ **JAPON**: Tokyo a levé la quasi-totalité des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, à l'exception des ventes d'armes et des ordinateurs pour des usages militaires, le 22 octobre 1991.

En septembre 1993, l'Inde, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande notamment ont levé les sanctions économiques contre Pretoria.

Les négociations devant conduire au premier scrutin multiracial sont à nouveau en crise

d'après AFP
JOHANNESBURG

■ Les négociations devant conduire en avril au premier scrutin multiracial d'Afrique du Sud sont à nouveau en crise, avec le retrait de deux nouveaux partenaires et la consolidation d'un front opposé à l'élection d'une assemblée constituante, voulue par le gouvernement et l'ANC (Congrès national africain).

Après le départ, début juillet, du parti zoulou Inkatha et du Parti conservateur (extrême-droite parlementaire), les territoires noirs du Bophuthatswana et du Ciskei ont annoncé jeudi soir qu'ils quittaient un processus de négociations incapable, selon eux, de « prendre en compte les réalités de l'Afrique du Sud ».

Ce retrait est intervenu alors qu'un projet de Constitution intérimaire — pour quelque cinq ans — est en cours d'élaboration. Un accord sur ce texte, que le gouvernement souhaite le plus large possible, conditionne la mise en place du TEC (Conseil exécutif de transition), le premier organisme permettant à la majorité noire du pays d'avoir un droit de regard

sur la conduite des affaires par le gouvernement blanc jusqu'aux élections.

Extrême-droite

L'extrême-droite blanche, avec laquelle les dirigeants noirs de droite ont reserré leurs liens au sein d'une « Alliance de la liberté » fondée jeudi, s'appête à partir en guerre contre le TEC, lors d'une campagne dont le coup d'envoi doit être donné aujourd'hui. Elle a annoncé qu'elle « s'opposerait » aux élections, et « autrement que par les urnes ».

L'ANC a estimé que la création de cette alliance était « une tentative pour retarder la libération des Noirs et pour tenir en otage le pays ». « L'extrême-droite demeure la menace immédiate contre une transformation pacifique du pays en une démocratie », a ajouté son porte-parole Ronnie Mamoepa.

Le Parti national au pouvoir a affirmé qu'il n'existait pas de « terrain d'entente » suffisant au sein de cette alliance pour qu'ils puissent peser d'un poids décisif: ses membres « sont unis par ce à quoi ils s'opposent » et non « par ce qu'ils veulent », a affirmé le dé-

puté Marthinus van Schalkwyk.

État afrikaner

L'extrême-droite blanche réclame la création d'un État afrikaner dans une Afrique du Sud confédérale. La création d'un État purement afrikaner est rejetée par le gouvernement et l'ANC qui refusent l'idée d'un État fondé sur des critères exclusivement ethniques. Elle est en outre impossible à mettre en oeuvre, les moins de 3 millions d'Afrikaners, les descendants des premiers colons du 17e siècle, n'étant nulle part majoritaires.

Le Bophuthatswana et le Ciskei, qui sont théoriquement « indépendants », ainsi que l'Inkatha et son fief du KwaZulu (autonome) réclament que soit décidée le principe d'une Afrique du Sud fédérale. Ils veulent que l'assemblée constituante issue des urnes d'avril ne puisse pas remettre en cause ce principe.

Relevant que l'Alliance de la liberté n'avait pas rejeté le principe même d'une négociation, le président Frederik de Klerk a indiqué jeudi qu'il allait prendre des dispositions pour s'entendre avec elle. Il a ajouté qu'il aborderait ces conversations avec l'objectif

de parvenir, à terme, « à des accords avec tous les grands partis ». « Personne ne peut échapper aux problèmes à résoudre de la politique sud-africaine. La nouvelle Alliance sera également confrontée à cette réalité », a-t-il dit.

Personne ne sait désormais comment vont se dérouler les discussions à venir. Jusqu' alors, elles avaient lieu à la fois au centre de conférences internationales, entre 23 formations politiques, ainsi que lors de séances bilatérales entre partis. Les négociateurs du centre de conférences ont suspendu leurs travaux jusqu'à mercredi. Quant aux discussions bilatérales, l'Alliance a annoncé qu'elle y mettait un terme.

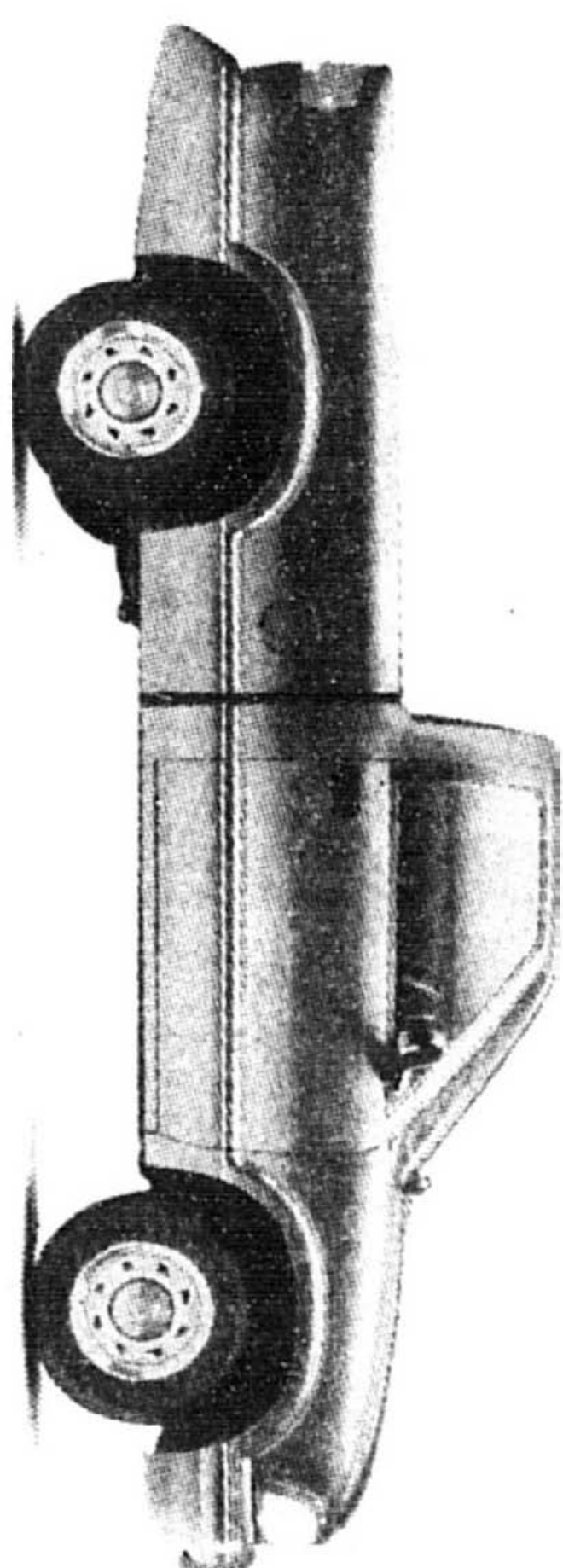
Le Monde

Autres informations
C6 et C7
C9 et C10, G1

**VOUS RECHERCHÉZ
LES MEILLEURS
PRIX?
VOUS ÊTES SUR
LA BONNE PISTE.**

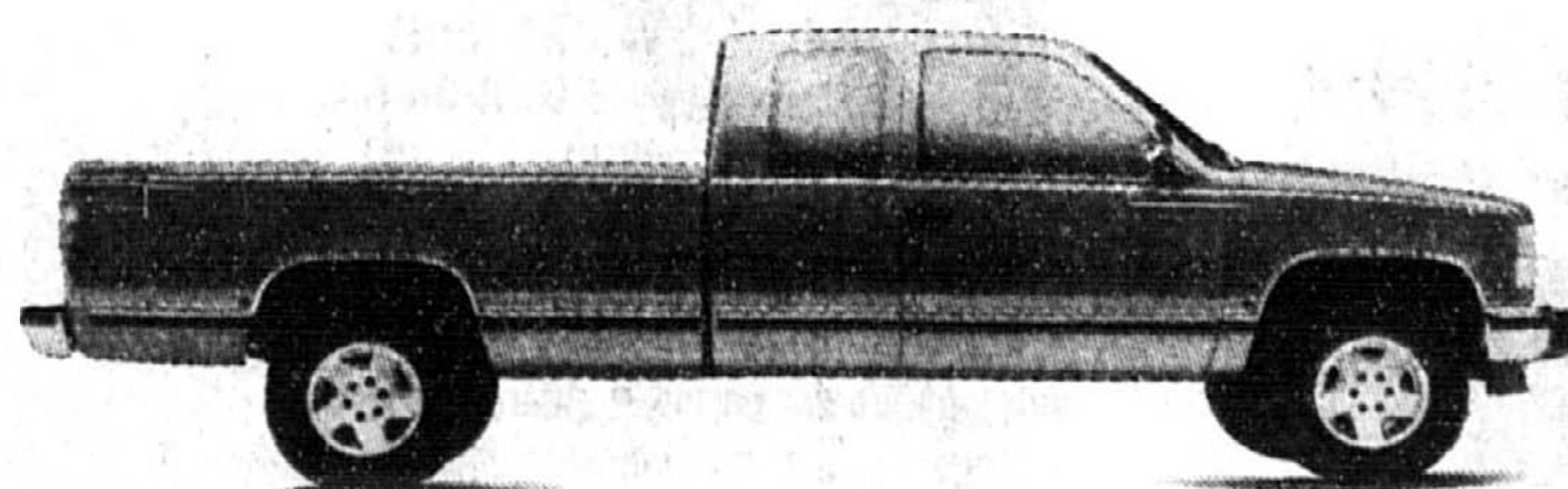
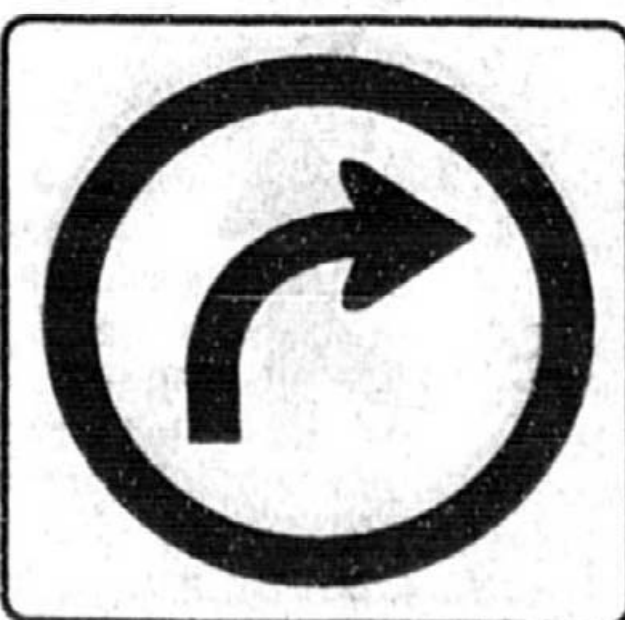


**PAS BESOIN DE CHERCHER TROP LOIN
POUR OBTENIR DES VÉHICULES DE
QUALITÉS À DES PRIX IMBATTABLES.
VOYEZ VOS CONCESSIONNAIRES
PONTIAC BUICK GMC PARTICIPANTS ET
DÉCOUVREZ LA PASSION DE CONDUIRE.**



Pick-up Sonoma 1994
12394\$**

- Intérieur et extérieur entièrement redessinés
- Soc gonflable
- Côté conducteur
- Moteur 2,2 L
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Vites
- Freins antibloque (ABS) aux roues
- arrière
- Radiocassette AM-FM
- Pare-chocs arrière avec
- marche-pied
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Chauffage
- moteur
- Rétroviseurs extérieurs gauche et droit
- Garantie
- GM TOTAL[™] de 3 ans/60 000 km sans franchise!



Gros pick-up GMC 1994
22 994\$**

- Puissant moteur V8 de 5,7 L
- Cabine allongée
- 4 roues motrices
- Boîte automatique avec
- surmultiplication
- Climatiseur
- Radiocassette AM-FM
- Régulateur de vitesse
- Pare-chocs arrière avec
- marche-pied
- Différentiel anti-dérapiage
- Garantie
- GM TOTAL[™] de 3 ans/60 000 km sans franchise!



Le Monde

Boris Eltsine entame des entretiens au sommet avec trois dirigeants caucasiens

d'après AFP
MOSCOU

Le président russe, Boris Eltsine, a entamé hier à Moscou des entretiens avec les chefs d'État d'Arménie, de Géorgie et d'Azerbaïdjan sur la situation dans le Caucase, ravagé par plusieurs conflits armés, a annoncé le service de presse de la présidence russe.

Le statut des troupes russes au Caucase devait être l'un des principaux sujets évoqués par M. Eltsine et ses homologues azerbaïdjanais, Gueïdar Aliev, géorgien, Edouard Chevardnadzé, et arménien, Levon Ter-Petrosian, selon l'agence Interfax. Les chefs d'État devaient également aborder la défense commune de leurs frontières, le rétablissement de la paix dans le Caucase et la reprise de la ligne de chemin de fer reliant Poti (ouest de la Géorgie) à Bakou, via Tbilissi et Erevan, selon Interfax.

Quelque 20 000 militaires russes sont toujours déployés en Géorgie. En Arménie, des unités russes défendent les zones frontalières en vertu d'un accord bilatéral Erevan-Moscou, tandis que la Russie n'a officiellement pas de présence militaire en Azerbaïdjan. Des dirigeants des trois pays caucasiens ont à plusieurs reprises accusé les anciennes troupes soviétiques passées sous la juridiction russe après l'effondrement de l'URSS de combattre aux côtés des séparatistes.

Par ailleurs, le parti populaire de la Russie Libre, fondé par Alexandre Routsokol, et le parti communiste de la Fédération de Russie, la seule fraction communiste épargnée depuis l'écrasement de la rébellion du parlement, ont été suspendus hier par le ministère de la Justice, a annoncé l'agence Interfax. Le ministère de la Justice a « fondé sa décision sur des rapports du commandement de l'état d'urgence à

Moscou et du parquet général de Russie », selon Interfax.

Le parti de la Russie Libre, co-dirigé par le général Alexandre Routsokol, a durement condamné mardi les choix de M. Routsokol, qui ont selon lui conduit aux émeutes sanglantes des 3 et 4 octobre. Son président Vassili Liptski, issu du complexe militaro-industriel, dirige aussi l'Union civile, coalition de partis centristes qui a obtenu le départ du gouvernement libéral d'Egor Gaidar.

Le parti communiste de la Fédération de Russie a été enregistré en mars dernier par Guennadi Ziouganov, le secrétaire général du comité exécutif central, revendiquait 600 000 adhérents en août. Juste avant l'interdiction, M. Ziouganov cité par l'ITAR-TASS avait affirmé que son parti « n'avait pas peur d'être interdit » en soulignant que si le pouvoir ne le faisait pas ce serait pour assurer un « semblant de démocratie » aux élections du 12 décembre. « Tout régime doit avoir une op-

position », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

Selon lui, l'opposition peut encore s'exprimer à travers l'Assemblée nationale russe et le Conseil des forces nationales-patriotiques, qui n'ont pas été interdits. Mardi, le ministère de la Justice a déjà suspendu 16 partis et mouvements communistes et ultra-nationalistes.

Entre-temps, l'état d'urgence et le couvre-feu à Moscou pourraient être prolongés d'une semaine, jusqu'au 17 octobre, a indiqué hier l'agence Interfax se référant à l'état-major du commandant chargé de l'application de l'état d'urgence, le général Alexandre Koulikov. La prolongation d'une semaine de l'état d'urgence serait nécessaire pour retrouver des personnes échappées du parlement russe dissous avec des armes, a-t-on encore déclaré à l'état-major de l'état d'urgence. Une décision définitive à ce sujet n'a toutefois pas encore été prise, a-t-on ajouté de même source.

► REPÈRES

La Cour constitutionnelle russe trépassse

MARIELLE EUDES
Agence France-Presse
MOSCOU

La Cour constitutionnelle a accepté hier sa suspension, prononcée la veille par le président Boris Eltsine, après avoir tenté de défendre pendant deux ans une constitution dépassée et être devenue un instrument aux mains de l'opposition parlementaire. En l'absence d'une nouvelle Constitution, l'avenir du seul organe de la justice étatique contrôlant les actions du président est aujourd'hui bien compromis.

Novembre 1991: la Cour constitutionnelle remplaçait le Comité pour le contrôle constitutionnel de l'URSS, et devenait garante de la nouvelle démocratie russe. Le 7 octobre 1993, jour de « fête de la Constitution », la Cour constitutionnelle est suspendue, accusée par le président russe d'être devenue « une arme dans la lutte politique ». La Cour est en « crise profonde » et a « par ses actions hâtives conduit le pays au bord de la guerre civile », tandis que le « président de la Cour a participé à des actions politiques en violation des statuts de la Cour », a accusé le président Eltsine.

Mais la Cour constitutionnelle a également fait à plusieurs reprises l'objet de pressions de la présidence. Selon une source au sein de la Cour constitutionnelle, ayant reçu l'anonymat, les juges de la Cour ont été menacés au cours de cette dernière crise politique, certains ont craint pour leur vie ou celle de leurs enfants. « L'équipe présidentielle voulait à tout prix obtenir que les 12 autres juges « trahissent le président Valéry Zorkine », et « annulent le jugement d'inconstitutionnalité du décret du 21 septembre » sur la dissolution du parlement.

Pour cette source du monde judiciaire, la Cour « va devenir un objet de décoration, dépendant du président ». Certains juges, comme M. Ernest Ametistov, pourtant plus proche de la présidence, ont déjà souligné les risques d'une démocratie sans pouvoir constitutionnel et ont exprimé leur désaccord avec

la suspension des activités de cet organe.

Indispensable à la nouvelle Russie, la Cour constitutionnelle, chargée de défendre et d'interpréter une constitution datant de l'époque soviétique (1977) s'est en outre heurtée au poids de l'histoire d'un pays qui n'a jamais respecté ni la loi ni la constitution, manipulées selon les besoins des tsars et du parti communiste.

Les nouveaux représentants de la Russie de 1991 — législatif, exécutif et parfois judiciaire — sont eux-mêmes issus du sérail communiste et peu habitués à la nécessaire neutralité du pouvoir judiciaire. Même si M. Zorkine a toujours soutenu s'opposer « à la dictature et à l'arbitraire » et affirmé son « impartialité », la Cour, au nom de cette constitution caduque, est devenue l'instrument d'une opposition conservatrice, attachée aux privilèges de l'époque soviétique.

Et les premiers revers présidentiels sont immédiats. Après un premier jugement de Salomon sur l'interdiction du Parti communiste, qui était qualifiée de « partiellement anti-constitutionnelle », la Cour se radicalise et annule le début janvier 1992 le décret sur la fusion du ministère de l'Intérieur et des services de la Sécurité. Puis elle légalise la création du Front de salut national ultra-conservateur.

En mars 1993, la Cour constitutionnelle enclenche le processus de destitution du président en dénonçant le « coup d'État constitutionnel » de Boris Eltsine qui avait annoncé à la télévision son intention d'instaurer l'administration présidentielle. Selon le président par intérim de la Cour constitutionnelle, Nikolai Vitrouk, ennemi de M. Zorkine, la Cour est aujourd'hui « l'organe de la lutte politique et non l'organe de la justice ».

Mais il reste indispensable à la Russie démocratique de trouver une place au pouvoir constitutionnel. D'autant qu'avec la suspension de la Cour jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution, le président est incontrôlable, comme l'a souligné hier le juge Nikolai Vedernikov. « Le président Eltsine n'a pas renoncé à l'idée de cette institution démocratique, il s'agit de trouver sous quelle forme » nous allons travailler, a assuré Nikolai Vitrouk.



Le président russe Boris Eltsine a accueilli hier, à Moscou, son homologue géorgien, Edouard Chevardnadzé. PHOTO REUTERS

Le Kremlin engagé dans une course contre la montre pour les législatives

d'après AFP
MOSCOU

Le Kremlin s'est engagé dans une véritable course contre la montre pour organiser les élections législatives du 12 décembre, une entreprise qui ressemble presque à une gageure, tant les défis à relever restent nombreux.

« Nous accélérerons le rythme des transformations démocratiques et des réformes économiques », a souligné le président Eltsine, dans une déclaration rendue publique hier où il invite d'ores et déjà des observateurs internationaux à assister aux élections législatives du 12 décembre. Profitant de la déroute de la rébellion parlementaire, les autorités russes ont décidé de passer à la vitesse supérieure.

S'exprimant hier lors d'une conférence de presse, le chef de l'administration présidentielle russe, Sergueï Filatov, a suggéré que les électeurs russes se prononcent le 12 décembre à la fois pour les élections à l'Assemblée fédérale et sur le projet de nouvelle constitution, qui devrait être achevé dès le 5 novembre.

Un trait serait alors tiré sur la longue période d'incertitudes et de tiraillements entre la présidence et le parlement qui a marqué la vie politique du pays pendant près de deux ans. La Constitution brejnévienne de 1977, amendée jusqu'à l'absurde, sera définitivement abandonnée.

Mais si ces élections sont prévues pour le 12 décembre, un dé-

lai extrêmement court, tout reste à faire et en premier lieu convaincre les régions de l'immense Fédération d'organiser cette consultation électorale. Sergueï Filatov s'est voulu rassurant, en affirmant que d'importantes républiques faisant partie de la Fédération de Russie, comme le Tatarstan, le Bachkortostan (ex-Bachkirie), l'Oudmourtie (centre) ou la Carélie (nord) étaient favorables aux élections du 12 décembre.

Le défi est d'autant plus gigantesque que Boris Eltsine a évoqué mercredi la possibilité que des élections se tiennent aussi le 12 décembre aux nouveaux organes représentatifs locaux, pour remplacer les Soviets (Conseils élus issus de la période soviétique). Encore faut-il que tous les Soviets acceptent de s'auto-dissoudre, comme l'a demandé le président, qui leur a reproché d'avoir soutenu le parlement russe dissous.

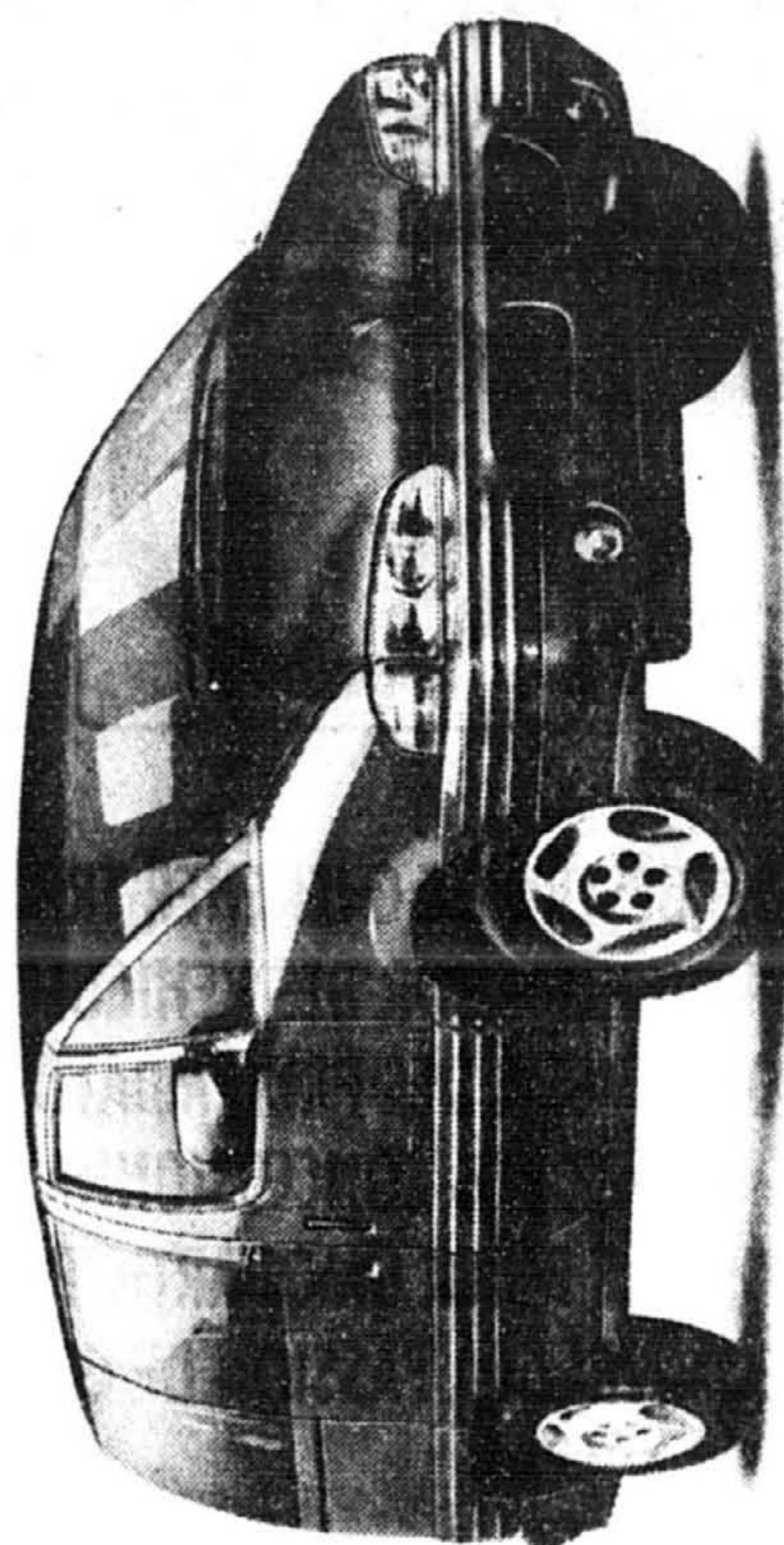
Sergueï Filatov a reconnu que si certains Soviets s'apprêtaient à disparaître d'eux-mêmes, d'autres ne l'entendaient absolument pas de cette oreille. Cette remarque était accompagnée d'une mise en garde: « les résultats du référendum (du 25 avril dernier) ont montré que les soviets ne reflètent pas les opinions de la population ».

Le chef de l'administration présidentielle russe a expliqué cette volonté du Kremlin de vouloir concentrer sur le mois de décembre les élections à l'Assemblée fédérale, aux organes représentatifs locaux et enfin l'adoption de la nouvelle constitution.

Trans Sport SE 1994

18 594\$**

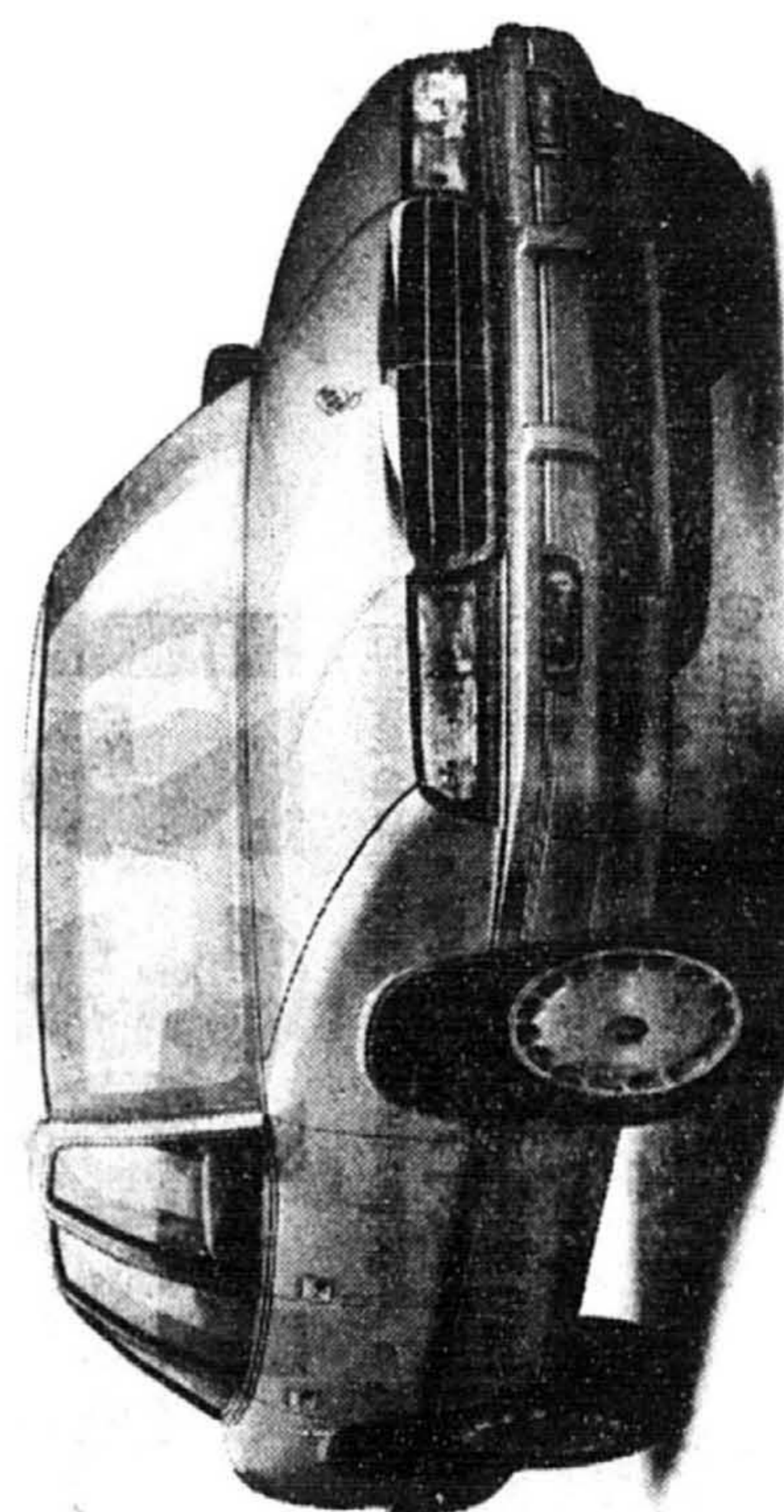
• Moteur V6 • Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues
• Pneu à polymère antirouille • Sac gonflable côté conducteur • Extérieur redessiné • Climatiseur
• Sièges modulaires pour 7 passagers • Radiocassette AM-FM stéréo • Régulateur de vitesse • Système de chauffage à l'arrière • Rétroviseurs extérieurs à commande électrique • Garantie GM TOTAL™ de 3 ans/60 000 km sans franchise!



Regal Custom 4 portes 1994

19 994\$**

• Moteur V6 de 3,8 L de 170 chevaux • Boîte automatique 4 vitesses • Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues • Climatiseur à 2 zones • Sac gonflable côté conducteur • Radiocassette AM-FM stéréo • Lève-glaces électrique • Verrouillage automatique des portes • Régulateur de vitesse • Sièges baquets inclinables • Console avec levier de vitesse • Roues en aluminium 15" • Garantie GM TOTAL™ de 3 ans/60 000 km sans franchise!



Sunbird LE 2 portes 1994

199\$*
PAR MOIS
POUR 36 MOIS

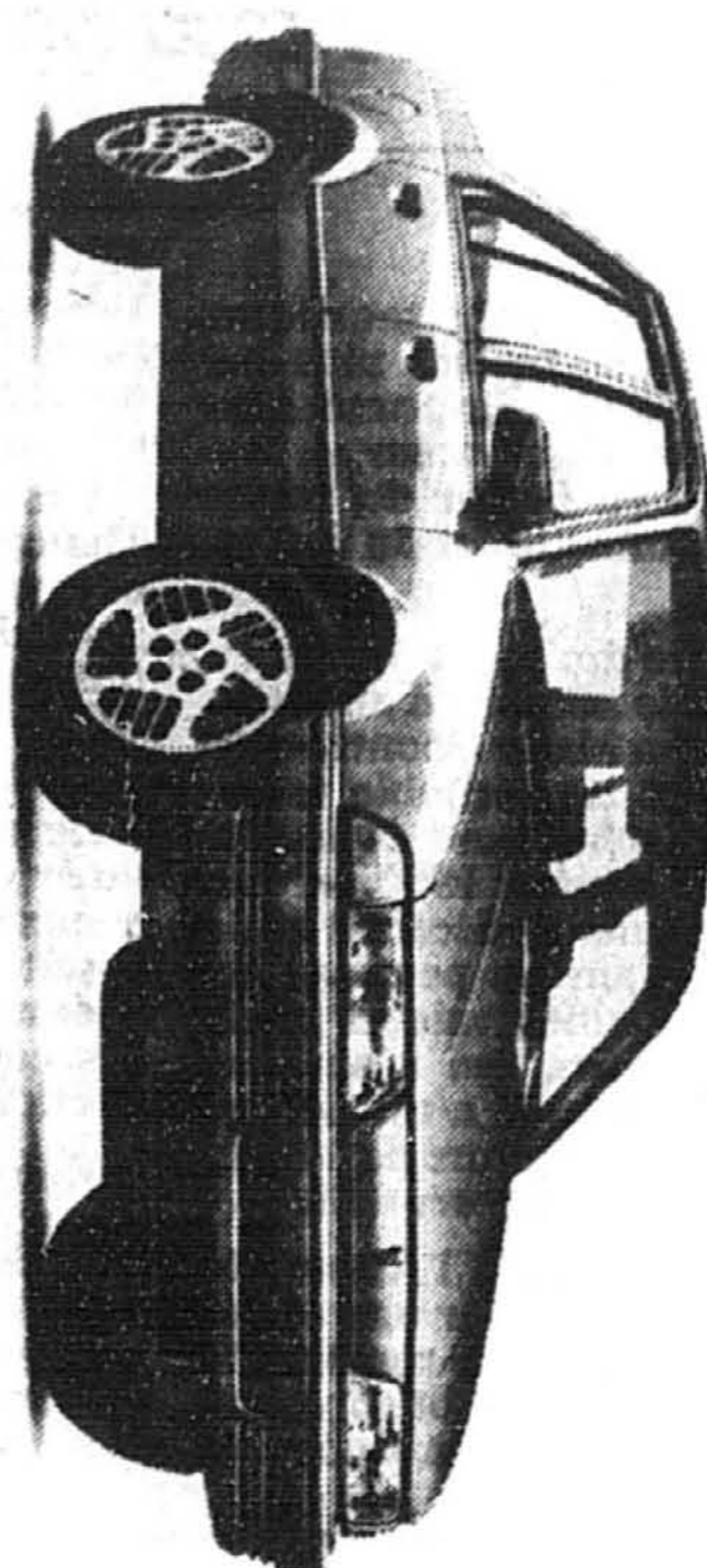
• Moteur 2 litres • Boîte manuelle 5 vitesses
• Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues
• Radiocassette AM-FM stéréo • Verrouillage automatique des portes • Aileron arrière
• Sièges baquets inclinables • Vitres teintées
• Rétroviseurs gauche et droit • Garantie GM TOTAL™ de 3 ans/60 000 km sans franchise!





Grand AM SE 4 portes 1994
16 994\$**

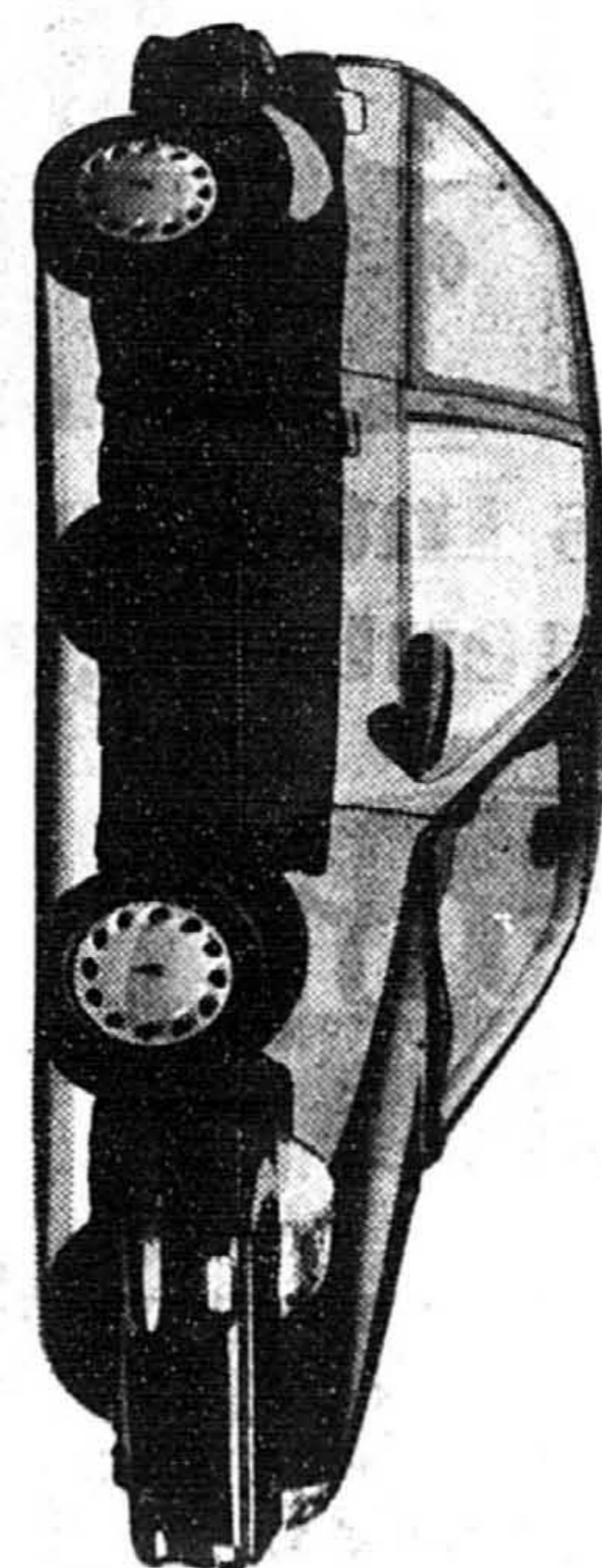
- Moteur V6 de 3,1 L de 160 chevaux • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultiplication • Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues • Sac gonflable côté conducteur • Climatiseur • Régulateur de vitesse • Lève-glaces électrique • Miroirs électriques • Radiocassette AM-FM stéréo • Verrouillage automatique des portes • Pneus radiaux 15" • Garantie GM TOTAL[™] de 3 ans/60 000 km sans franchise!



Sunbird LE 4 portes 1994

2499\$*
PAR MOIS
POUR 36 MOIS

- Moteur 2 litres • Boîte automatique • Climatiseur • Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues • Radiocassette AM-FM stéréo • Verrouillage automatique des portes • Sièges banquettes inclinables • Vitres teintées • Rétroviseurs gauche et droit • Garantie GM TOTAL[™] de 3 ans/60 000 km sans franchise!



Nouvelle Firefly
3 portes 1994

1699\$*
PAR MOIS
POUR 36 MOIS

- Très grande économie d'essence • Boîte manuelle 5 vitesses • Suspension indépendante aux 4 roues • Siège arrière rabattible • Essuie-glaces à hydrojet intermittent • Garantie GM TOTAL[™] de 3 ans/60 000 km sans franchise!

EN BOUT DE LIGNE, VOUS RETROUVEREZ LA PASSION DE CONDUIRE

*Versement initial exigé de 1 000 \$ (ou échange équivalent). Transport, premier paiement et préparation inclus. Un dépôt de sécurité de 300 \$ remboursable est exigé. Taxes en sus. Kilométrage limité à 24 000 km par année. Le coût du kilométrage excédentaire est de 54 \$ par kilomètre. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1994 comportant l'ensemble des équipements ci-dessus. **Taxes et transport en sus. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1994 comportant l'ensemble des équipements ci-dessus. †Selon la première éventualité. ††L'Assistance routière GM est offerte sur les modèles GM 1994. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.



VOS CONCESSIONNAIRES

PONTIAC
BUICK

PARTICIPANTS

Le Monde

L'OLP veut être reconnue par les USA

d'après AFP
PARIS

Le chef du département politique de l'OLP Farouk Kaddoumi a affirmé hier avoir demandé au gouvernement américain de « reconnaître » l'Organisation de libération de la Palestine et d'établir avec elle des « relations officielles ».

Le chef de la diplomatie palestinienne a ajouté qu'il a réclamé de son homologue américain Warren Christopher — qu'il a rencontré pour la première fois mercredi à Washington — la levée de « toutes les restrictions » imposées en 1987 par l'administration et le Congrès à l'encontre de l'OLP.

« L'administration américaine nous a promis d'étudier toutes ces questions » en vue d'une normalisation des relations USA-OLP, a dit M. Kaddoumi de passage à Paris en route pour Tunis.

Les États-Unis ont jusqu'à présent uniquement rétabli le dialogue, interrompu depuis 1990, avec la centrale palestinienne.

Le numéro 2 de l'OLP — qui est en même temps le représentant de son aile dure, opposée aux concessions — a d'autre part renouvelé indirectement ses critiques contre les récentes décisions de la direction palestinienne prises unilatéralement et « sans consensus ».

Il a ainsi indiqué avoir pris connaissance « par la presse » de la réunion mercredi prochain au Caire du comité de liaison israélo-palestinien, qui chapeautera l'ensemble des négociations, et « ignorer » qui en sera le représentant pour l'OLP.

De même, il a dit « tout ignorer » de la mise sur pied d'une commission économique conjointe israélo-palestinienne dont le

principe a été arrêté mercredi dernier au Caire.

Interrogé sur les raisons du report d'une réunion de réconciliation inter-palestinienne à Sanaa, M. Kaddoumi s'est contenté d'indiquer qu'il s'agissait de propositions de « certaines parties qui ne se sont pas concrétisées », soulignant ainsi l'absence de concertation au sein de la direction de l'OLP.

Sur le plan économique, M. Kaddoumi a enfin mis en garde contre une déperdition des crédits alloués aux Territoires occupés, tout en exprimant ses craintes que ces fonds se retrouvent dans les caisses israéliennes, « en l'absence de toute infrastructure palestinienne ».

Le responsable palestinien a notamment critiqué l'aspect « dangereux » des « annexes économiques » à la déclaration de principe israélo-palestinienne, de nature « si on n'est pas vigilants, à rendre l'économie palestinienne dépendante de celle d'Israël ».

« Le retrait israélien (des territoires) est en fait l'élément essentiel. Il est plus important que l'aide économique », a-t-il dit.

Tout en soulignant la « question centrale des réfugiés palestiniens », M. Kaddoumi a enfin mis l'accent sur la nécessité d'aboutir à des résultats « rapides » dans les négociations bilatérales avec la Syrie et le Liban.

Un vieux Palestinien éclate de rire en entendant un orateur attaquer le président de l'OLP, Yasser Arafat, lors d'un rassemblement qui se tenait hier dans le quartier musulman de la vieille ville à Jérusalem.

PHOTO REUTERS



L'ONU demande 700 millions et craint un hiver catastrophique en ex-Yougoslavie

d'après AFP
GENÈVE

Une catastrophe humanitaire menace la Bosnie cet hiver, faute de paix, même si les Nations unies obtiennent 700 millions de dollars demandés pour l'assistance à l'ex-Yougoslavie pour les neuf mois à venir, a déclaré le Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Mme Sadako Ogata, hier à Genève.

Quelque 696 millions de dollars sont nécessaires pour couvrir les besoins élémentaires de

4,26 millions de personnes jusqu'au 1er juin prochain, a déclaré Mme Ogata devant le groupe de travail humanitaire de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie.

L'appel de l'ONU a aussi été lancé publiquement à New York par le chef du Département des affaires humanitaires (DHA) Jan Eliasson.

Selon le HCR, plus de 2,7 millions de personnes ne survivent que par l'aide internationale en Bosnie-Herzégovine, soit un million de plus qu'il y a un an, dont 1,3 million ont été dépla-

cées par la guerre. 800 000 réfugiés sont assistés en Croatie et 647 000 en Serbie et au Monténégro.

« Les perspectives de paix s'étant amoindries, la situation dans l'ex-Yougoslavie est plus alarmante que jamais à la fois en termes politiques et en termes humanitaires », a dit Mme Ogata en soulignant que « sans la paix, l'effort de secours humanitaire n'empêchera pas la catastrophe ».

« La guerre et la purification ethnique continuent et l'on n'a

jamais vu autant d'intolérance et de souffrance dans la région. Mais en même temps jamais autant d'aspiration à la paix de la part des victimes », a-t-elle dit.

Le parlement de Sarajevo a refusé fin septembre le projet de plan de paix conduisant au partage de la Bosnie en trois républiques ethniques (serbe, croate, musulmane) et réclamant davantage de territoires pour l'État musulman.

Mme Ogata a fait la liste des obstacles à l'action du HCR, tels que l'interdiction de faire passer des secours non alimentaires (comme des chaussures pour enfants) aux trois enclaves musulmanes assiégées de l'est, de ravitailler régulièrement Mostar en vivres ou Sarajevo en carburant.

Depuis cent jours, les Serbes empêchent malgré des promesses l'accès à la poche musulmane de Maglaj et Tesanj (environ 50 km à l'ouest de Tuzla).

Cependant, un porte-parole du HCR a indiqué hier après-midi que suite à de multiples démarches et à des assurances données par les autorités serbes de Banja Luka, deux convois de 12 camions chacun devraient partir demain et lundi, le premier pour Maglaj, le second pour Tesanj.

L'appel de l'ONU comprend notamment 288 millions pour les besoins propres du HCR — agence coordonnant les secours dans l'ex-Yougoslavie —, 309 millions pour le Programme alimentaire mondial (PAM), 40 millions pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et 35 pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Le HCR doit notamment distribuer cet hiver 120 000 kits pour aider 600 000 personnes à réparer leurs maisons, 500 000 tentes, des vêtements chauds, du bois de chauffage, etc.

Niveau préoccupant des combats

d'après Reuter
SARAJEVO

Les Nations unies ont suspendu hier les opérations d'évacuation des blessés et malades de Bosnie en estimant que les combats entre les trois factions belligères avaient atteint un niveau « préoccupant ».

« Ce qui nous inquiète, c'est que cela débouche de nouveau sur un conflit significatif », a déclaré le colonel Bill Aikman, porte-parole de la Force de protection de l'ONU (Forprnu).

« C'est localisé, mais il y a des signes préoccupants ».

Des observateurs militaires de l'ONU ont fait état d'une intensification des bombardements à Sarajevo, où 124 obus de mortier et d'artillerie lourde sont tombés sur la ville jeudi, blessant au moins 12 personnes, dont six grièvement.

Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a expliqué qu'il suspendait les évacuations parce que les parties en conflit utilisaient ces opérations à des fins politiques.

« Nous sommes à la merci d'un camp ou d'un autre. Si un

camp lance une menace contre l'opération, nous ne pouvons pas la mener à bien (...) L'opération a été suspendue. C'est heureusement provisoire », a dit Ray Wilkinson, porte-parole du HCR, lors d'un point de presse à Sarajevo.

Il a dit que les Serbes refusaient le départ de bosniaques parce que les Musulmans bloquaient l'évacuation de Serbes.

Cette décision de l'ONU intervient après un durcissement des affrontements. Selon Bill Aikman, les combats se sont intensifiés en Bosnie centrale entre Croates et Musulmans.

Il a précisé que les forces bosniaques avaient ainsi attaqué les unités du Conseil de défense croate (HVO) au sud de Novi Travnik. « Le commandant du HVO a signalé qu'il y avait eu de violents combats dans le secteur. Même si nous n'avons personne dans la zone pour vérifier cette information, il ne fait pas de doute que les pilonnages ont eu lieu dans les deux sens ».

Selon Bill Aikman, il semble également avoir eu une attaque musulmane au sud de Vitez, à Gornji Vakuf, où des échanges

d'armes légères et d'artillerie ont été signalés.

Des Croates postés dans le cimetière de cette ville ont tiré jeudi sur deux convois escortés par les soldats britanniques. Dans les deux cas, ces derniers ont riposté, a dit Bill Aikman, qui a jugé ces incidents « graves ».

« Il y a également des informations sur la détention d'armes anti-chars par les forces du HVO. La situation devient vraiment grave », a dit le porte-parole de la Forprnu.

Dans l'enclave séparatiste de Bihac, dans le nord-ouest de la république, des factions musulmanes rivales ont échangé des coups de feu. Les représentants du gouvernement et le dirigeant local, Fikret Abdic, ont entamé des négociations jeudi et devaient se revoir hier, a rapporté Bill Aikman.

Par ailleurs, les présidents bosniaque et croate, Alija Izetbegovic et Franjo Tudjman, devaient avoir des entretiens hier à Vienne, en marge du sommet du Conseil de l'Europe, pour tenter de relancer le processus de négociations.

Les Tories partent en croisade avec Major

Retour aux valeurs traditionnelles et au respect de l'ordre

d'après Reuter
BLACKPOOL, Angleterre

Le premier ministre britannique, John Major, actuellement au plus bas dans les sondages, a remporté hier l'adhésion du Parti conservateur en lançant une croisade en faveur du retour aux valeurs traditionnelles et du respect de l'ordre.

Menacé par l'aile droite du parti tory, qui lui reprochait le manque d'ambition de sa politique, John Major a contre-attaqué en préconisant un véritable retour aux sources et en dénonçant la société «permissive» des années 1960. «Nous défendons les valeurs de décence et du respect de l'autre dans un pays uni autour des bonnes vieilles valeurs traditionnelles britanniques, qui n'auraient jamais dû être oubliées», a-t-il déclaré lors de son discours de clôture devant les 5000 délégués du Parti conservateur.

John Major a demandé à l'Assemblée annuelle de tirer un trait sur une année de conflits internes «afin de remettre le parti et le pays sur les rails du conservatisme.» «Nous savons tous à quoi cela

mène, la désunion ramène à l'opposition» a déclaré John Major, recevant pendant plus de 10 minutes l'ovation des délégués à l'issue de son discours. «Je ne vais pas écrire mes mémoires, en tout cas pas avant un bon moment. J'ai du travail à accomplir, celui pour lequel j'ai été élu», a-t-il déclaré.

L'ombre des mémoires de Margaret Thatcher, dont des extraits ont été publiés par la presse, a plané sur les quatre jours de congrès. «Sur le plan intellectuel, il a suivi le mouvement», y dit-elle de son successeur, le jugeant naïf et sans envergure politique.

De nombreux délégués assuraient au sortir du congrès qu'il s'était beaucoup mieux passé que prévu, estimant qu'il ne faisait plus aucun doute que l'actuel premier ministre serait encore le chef de file des conservateurs lors des prochaines élections, prévues vers la mi-1997.

Même si de nombreux conservateurs ont reproché à Margaret Thatcher ses mots très durs à l'encontre de son successeur, ils ont prié John Major de retrouver le souffle politique insufflé par la «Dame de Fer» lorsqu'elle était au pouvoir. Un message enregistré par le premier minis-

tre, qui a su retrouver les accents de son prédécesseur.

«Je pense que ce que le pays souhaite, ce n'est pas moins de conservatisme, mais plus de conservatisme. Nous avons ouvert la voie cette semaine, nous devons maintenant creuser le sillon», a-t-il déclaré. John Major a donné des gages supplémentaires aux délégués en promettant d'intensifier la lutte contre la criminalité, qui a doublé au cours des 14 ans de pouvoir conservateur. «Pour certains, la répression est un mot tabou. Et bien, il fait partie de mon vocabulaire. Et j'ai la faiblesse de croire qu'il fait également partie du votre», a déclaré le premier ministre.

John Major est également revenu sur le programme en 27 points annoncé mardi par le ministre de l'Intérieur, Michael Howard, et qui vise à accroître la lutte contre ce qu'il a désigné comme le commerce répugnant de la pornographie. La police disposera de pouvoirs accrus pour lutter contre la pornographie, en particulier lorsque des enfants sont concernés. «Il faut vaincre le cancer de la criminalité», a lancé John Major aux congressistes.

Manche cruciale pour Bhutto

d'après AFP
ISLAMABAD

Mme Benazir Bhutto, qui a remporté la première manche aux élections législatives du Pakistan mercredi, doit absolument confirmer son avance aujourd'hui aux élections provinciales, sous peine de voir son futur gouvernement voué à l'instabilité et à l'impuissance, si elle parvient à le former.

Le Parti du peuple du Pakistan (PPP) de Benazir Bhutto est devenu le premier parti du Pakistan, avec 86 sièges au parlement, contre 72 pour la Ligue musulmane (PML).

L'enjeu est formidable pour Mme Bhutto comme pour son principal challenger, le conservateur Nawaz Sharif, chacun sachant que l'autre ne pourra avoir aucune prise réelle sur ce pays de 128 millions d'habitants sans le relais des quatre gouvernements provinciaux.

«La phase décisive des élections» se joue ce samedi, a dit M. Sharif, chef de la Ligue musulmane. «Aucun gouvernement ne peut fonctionner normalement sans le soutien du Punjab et du Sind», les deux provinces les plus peuplées et les plus importantes politiquement du Pakistan, a reconnu Mme Bhutto.

Les quatre gouvernements de province (Sind, Punjab, Balouchistan, province du nord-ouest) disposent de pouvoirs considérables, en matière de police, de fiscalité, de politique agricole, de santé, sans le relais desquels le gouvernement central risque fort de n'être qu'une tête sans corps.

Si Mme Bhutto parvient à former un gouvernement à Islamabad mais pas dans le Punjab (centre), elle se retrouvera dans la même situation qu'en 1988, engagée dans une guerre d'usure avec le principal gouvernement provincial, qui avait finalement abouti à sa chute, après 20 mois de pouvoir, en août 1990.

Si M. Sharif, malgré son retard de 74 sièges, parvient à occuper le centre mais pas les provinces, le scénario qui s'était déroulé au printemps dernier, quand il avait vu le pouvoir lui échapper en même temps que le contrôle du Punjab, a toutes les chances de se répéter.

Avec 240 députés provinciaux (sur un total de 460), le Punjab est la province clé du Pakistan. C'est traditionnellement le bastion de M. Sharif, qui est lui-même un Punjabi, et c'est là que la Ligue musulmane a réalisé son meilleur score mercredi, bien que le PPP de Mme Bhutto y ait réussi une percée, surtout dans les zones rurales du sud.

JUSQU'À 80 % DE RABAIS

VÊTEMENTS MODE À DES PRIX JAMAIS VUS!

Ports International pour hommes et femmes solde son stock d'automne. Vêtements signés Tabi, Alfred Sung, etc. Une occasion à ne pas manquer!



ALFRED SUNG

PORTS INTERNATIONAL FEMMES

tabi INTERNATIONAL HOMMES

JUPES EN VELOURS CÔTELÉ
ord. 42 \$
9.99\$

PULLS EN LAINE
ord. 80 \$
39.99\$

CHEMISIERS
ord. 115 \$
39.99\$

PULLS
ord. 45 \$
19.99\$

PANTALONS EN VELOURS CÔTELÉ
ord. 40 \$
14.99\$

VESTONS EN LAINE
ord. 195 \$
89.99\$

JUPES
ord. 90 \$
29.99\$

PANTALONS SPORT
ord. 40 \$
19.99\$

HAUTS DOUBLÉS
ord. 36 \$
17.99\$

CHEMISES POLO EN COTON
ord. 40 \$
19.99\$

MANTEAUX 100 % MOHAIR
ord. 450 \$
99.99\$

CHEMISES SPORT
ord. 45 \$
19.99\$



Quelque-unes seulement parmi des milliers d'aubaines en magasin
UN SEUL EMPLACEMENT GÉANT!
8150, boul. Décarie
(édifice Union Electric)

HEURES D'OUVERTURE:
Samedi: 9 h 30 à 17 h
Dimanche: 10 h à 17 h
Lundi et mardi: 11 h à 18 h
Merc., jeudi, vend.: 11 h à 21 h

JUSQU'À 80 % DE RABAIS

VENTE 3 JOURS SEULEMENT!

SAMEDI-DIMANCHE-LUNDI
9-10-11 OCTOBRE

BRICO CENTRE

LE SUPERMARCHÉ DE LA DÉCORÉNOVATION®

BRICO CENTRE
SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS!



9.99 3,785 L


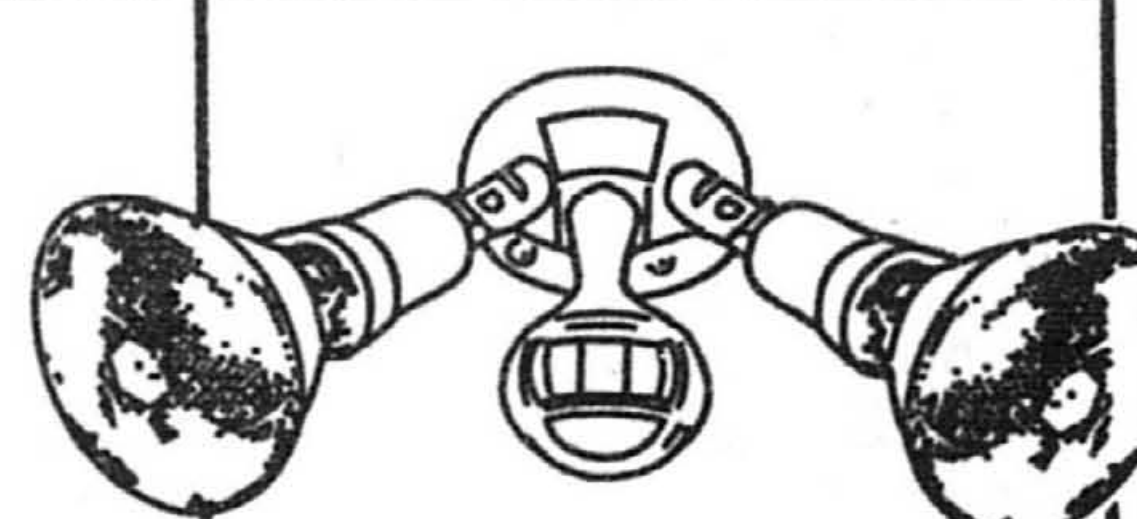
SUPER LATEX SEMI-LUSTRÉ
768-203 INT. 100% LAVABLE BLANC 3,785 L

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS!

PEINTURE PROFESSIONNELLE "BRICO CENTRE"

- blanc
- latex d'intérieur fini semi-lustré

768203

3.79 340 g

10.49

FOAM PLUS

GLOBE

POUBELLE EN PLASTIQUE

- modèle 2979
- 17 gal

872901

Rubbermaid




77.99

SOUFLEUR / ASPIRATEUR ÉLECTRIQUE

- modèle PB302C-50
- sac inclus

822415

MOUSSE EXPANSIBLE ISOLANTE "FOAM PLUS"



- 340 g
- isole et protège des courants d'air

783901

LAMPE DE SÉCURITÉ AVEC DÉTECTEUR DE MOUVEMENT

- blanc ou noir; 300 W
- portée du projecteur: 80' de longueur par 40' de largeur
- réglable de 5 sec-18 min ou manuellement (projecteurs en sus)

620250X

3.75 la bte de 25

3.99

Premier Choix 25 SACS DE JARDIN

BALAI À GAZON "LYNX"

- modèle IFR-22
- 22 dents en acier trempé
- 16" de largeur
- manche en bois dur 48"

39.95

ASPIRATEUR

- modèle 505-01
- 4 gal
- 5,6 A
- pour débris secs et humides

683701

shop-vac



CLÔTURE À NEIGE 4' x 50'

- verte
- en tremble
- 4 broches

817030

18.99 le roul.

CLÔTURES SHERBROOKE



SACS POUR LE JARDIN


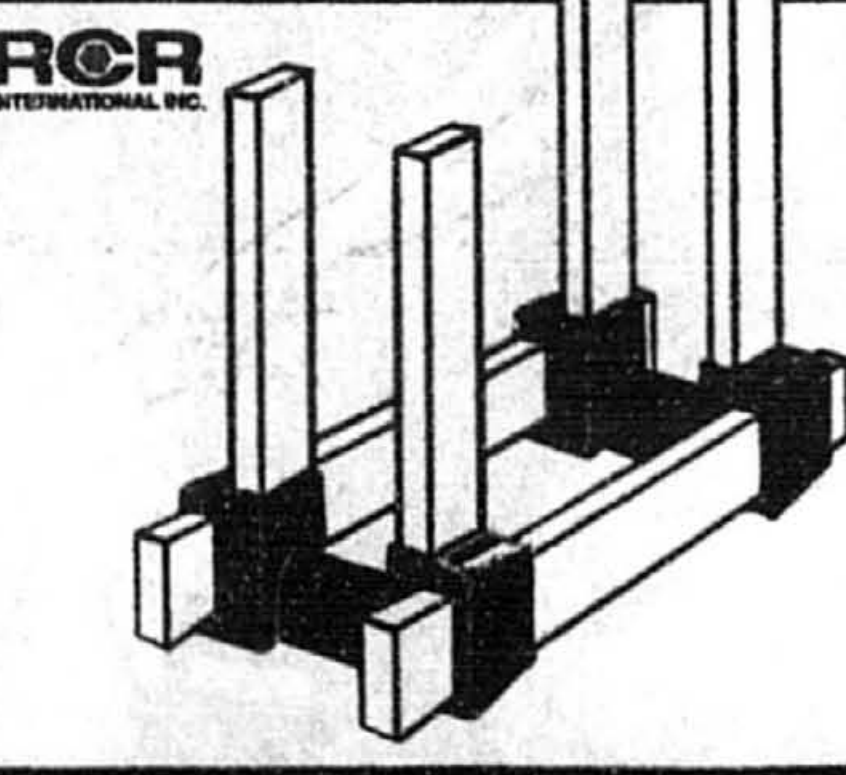
- 30" x 48"
- boîte de 25 sacs

870960

BALAI À GAZON "LYNX"

- modèle IFR-22
- 22 dents en acier trempé
- 16" de largeur
- manche en bois dur 48"

825676

3.99 la bte de 15 lb

6.99 l'ens.

Bûches de foyer artificielles

- 5 bûches de 3 lb chacune

149810

RANGE-BûCHES

- 2 supports en plastique durable
- s'ajuste jusqu'à 8' de longueur et 4' de hauteur (bois 2" x 4" en sus)

140202

21.99

LAMPE TORCHÈRE HALOGÈNE

- blanche ou noire
- avec gradateur d'intensité
- ampoule de 300 W incluse

628322X




Brico nous facilite la vie... à meilleurs prix!

ANJOU
7200, boul. des Roseaies
353-8861

KIRKLAND
3150, boul. St-Charles
694-1173

LAVAL
1655, boul. le Corbusier
688-8320

LONGUEUIL
2665, ch. Chambly
468-4434

HEURES D'AFFAIRES
dimanche de 9 h à 17 h
lundi au vendredi de 8 h à 21 h
samedi de 8 h à 17 h

LASALLE
2199, rue Lapierre
366-3992

MONTRÉAL
7240, rue Waverly
270-2110

MONTRÉAL-NORD
11401, boul. Pie IX
325-5970



Prix en vigueur du 9 au 11 octobre 1993.

Venez tôt pour un meilleur choix!

La Presse

Toutes les cartes et prévisions météorologiques proviennent des Technologies Météorologiques Inc. à Montréal.

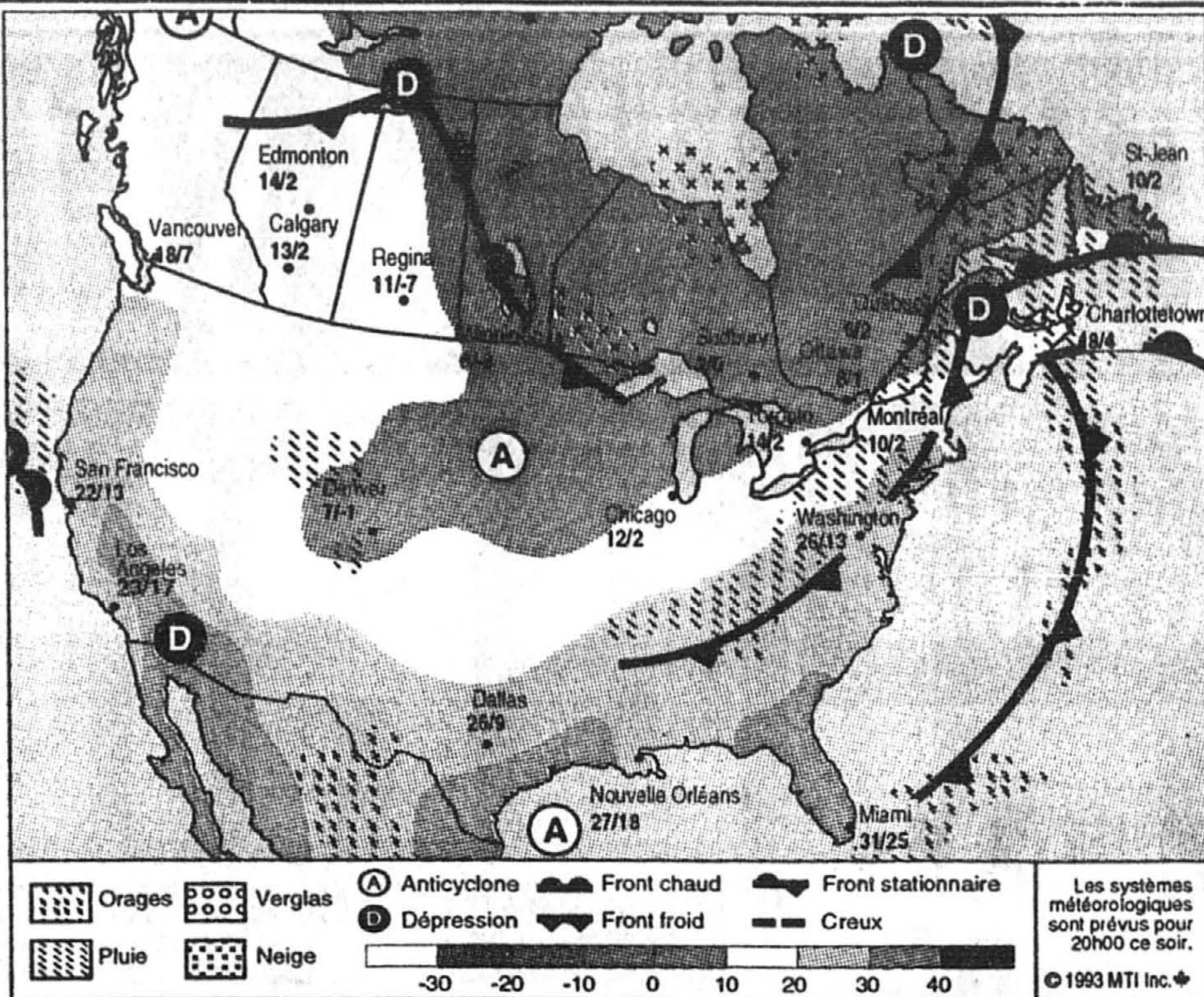
LES PRÉVISIONS POUR MONTRÉAL ET LES ENVIRONS

aujourd'hui		Ciel nuageux avec pluie et bruine passagère. Vents augmentant à O 25-40 km/h en fin de journée.
Maximum 10		
ce soir		Un peu de pluie tôt ce soir, un dégagement partiel cette nuit. Vents O 30-50 km/h.
Minimum 2		
demain		Ciel nuageux avec éclaircies, la possibilité d'une averse de neige fondante en après-midi. Vents OSO 25-40 km/h
Max./Min. 4/-3		
lundi		Ciel partiellement ensoleillé. Vents SO 15-25 km/h.
Max./Min.: 6/1		

Québec	Ottawa	Toronto
Max./Min.: 6/2	Max./Min.: 8/1	Max./Min.: 14/2
Aujourd'hui Nuageux et frais avec pluie passagère.	Aujourd'hui Ciel nuageux, pluvieux et frais.	Aujourd'hui Ciel nuageux, pluie débutant en matinée.



	aujourd'hui	demain
Laurentides	Pluie 5/-1	Av/Neige 2/-4
Estrie	Pluie 5/-2	Nuageux 3/-2
Mauricie	Pluie 5/0	Av/Neige 3/-3
Bas-Saint-Jean	Averse 4/-2	Av/Neige 2/-3
Pimouki / B.Com.	Pluie 4/2	Nuageux 6/1
Gaspé	Pluie 6/4	Nuageux 4/3
Sept-Îles	Pluie 4/2	Nuageux 2/-5



L'almanach quotidien pour Montréal

Observation 24 heures (jusqu'à 17h00 hier)				Température		Le soleil	
Heure	Temps	Temp. Hum.	Vents (km/h)	Max.	Min.	7h03	18h20
20h00	Nuageux	17	75% SSE 4	Auj. (an passé): 16	7		
23h00	Averses	10	92% NE 26	Moyenne: 14	5	Durée du jour: 11h17	
02h00	Averses	7	89% NNE 24	Records	Max.	25	
05h00	Pluie	5	89% NNE 30	1958	Min.	-2	
08h00	Nuageux	4	88% NE 20	1978		La lune	
11h00	Pluie	4	93% ENE 20				
14h00	Nuageux	4	95% NE 17			22 oct. 30 oct. 7 nov. 15 oct.	
17h00	Nuageux	4	86% ENE 22			La lune: Lever: 00h59 Coucher: 14h48	

Au pays	DEMAIN	Le monde	DEMAIN
Iqaluit	Av/Neige 0/-5	Amsterdam	Nuageux 13/9
Yellowknife	Nuageux 8/2	Athènes	P/Nuageux 26/17
Whitehorse	Nuageux 8/-2	Beijing	P/Nuageux 19/12
Vancouver	Ensoleillé 17/7	Berlin	Nuageux 13-9
Victoria	Ensoleillé 17/7	Bruxelles	P/Nuageux 14/9
Edmonton	Ensoleillé 17/1	Buenos Aires	P/Nuageux 24/13
Calgary	Ensoleillé 13/1	Honolulu	P/Nuageux 31/24
Saskatoon	Ensoleillé 13/0	Lisbonne	Nuageux 18/13
Régina	Ensoleillé 13/0	Londres	P/Nuageux 13/8
Winnipeg	P/Nuageux 7/-4	Los Angeles	Ensoleillé 22/14
Thunder Bay	P/Nuageux 5/-4	Madrid	Nuageux 18/10
Sudbury	P/Nuageux 0/-3	Mexico	P/Nuageux 23/13
Rouyn	Av/Neige 0/-5	Moscou	P/Nuageux 16/8
Ottawa	Nuageux 4/2	New Delhi	Ensoleillé 34/22
Québec	Nuageux 4/2	New York	P/Nuageux 15/6
Moncton	Nuageux 9/2	Paris	P/Nuageux 14/8
Frédéricton	Nuageux 9/3	Rio	P/Nuageux 29/22
Halifax	Averses 14/7	Rome	P/Nuageux 21/14
Charlottetown	Averses 15/6	Tokyo	Ensoleillé 22/14
Saint-Jean	Pluie 11/5	Washington	Nuageux 16/8



lotto-québec

RÉSULTATS

Mini Tirage du 08-10-93

NUMÉRO	LOTS
406624	50 000 \$
06624	5 000 \$
6624	250 \$
624	25 \$
24	5 \$
40662	1 000 \$
4066	100 \$
406	10 \$

Grande Tirage du 08-10-93

NUMÉROS	LOTS
629137	250 000 \$
29137	2 500 \$
9137	250 \$
137	25 \$
37	10 \$

Quotidienne Tirages du 02-10-93 au 08-10-93

	3	4
SAMEDI	506	6508
DIMANCHE	249	1556
LUNDI	360	4736
MARDI	108	4461
MERCREDI	125	3048
JEUDI	070	4963
 VENDREDI	156	5886

Banco Tirage du 08-10-93

5	7	11	16	22
28	30	33	34	42
45	46	53	58	59
65	66	68	69	70

Prochain tirage: 09-10-93

DEPECHE

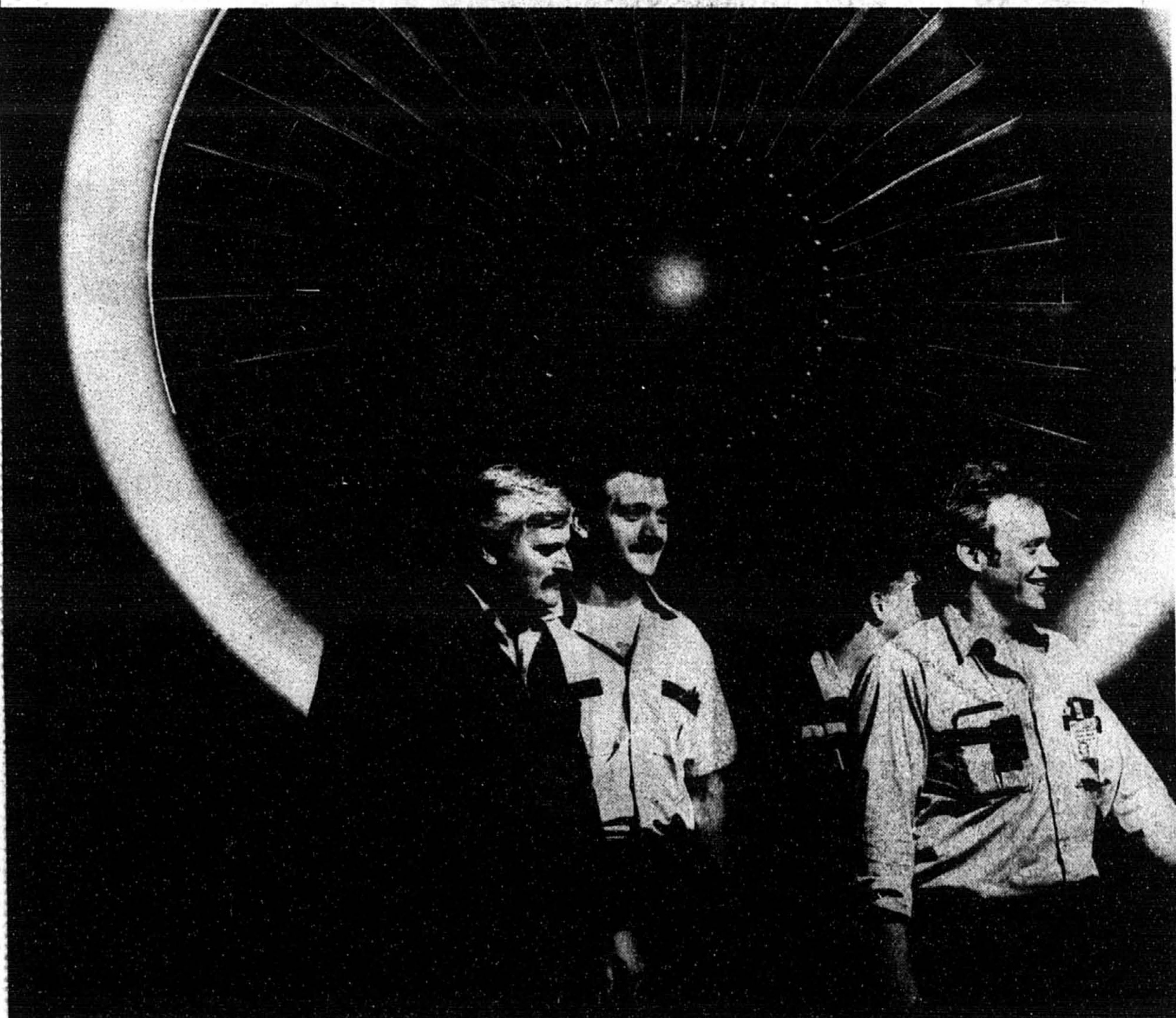
HAÏTI
Experts américains
Le départ vers Haïti du premier navire transportant quelque 250 instructeurs et experts militaires américains, prévu jeudi de Porto Rico, a été reporté à aujourd'hui «pour des raisons administratives», a indiqué hier le Pentagone. Ce premier contingent, composé de personnels médicaux, instructeurs militaires et linguistes, fait partie des quelque 600 experts promis par les États-Unis pour participer au programme de restauration de la démocratie en Haïti, prévu dans l'accord de réconciliation nationale signé en juillet dernier à Governors Island, dans l'État de New York.

YOUGOSLAVIE
Convoi bloqué
Vingt convois étrangers, qui transportent plus de 100 000 tonnes de marchandises, sont bloqués sur le Danube à l'intérieur du territoire de la république fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), a annoncé hier l'agence Tanjug citant «l'état-major du blocus». Les convois pourront poursuivre leur route, une fois que les Nations unies auront autorisé l'importation en Yougoslavie de produits de première nécessité (par exemple mazout, médicaments et autres), conformément à un principe défini par l'état-major du blocus en ces termes: «Une tonne pour une tonne, un navire pour un navire», a ajouté Tanjug.

EUROPE
Appel de Mitterrand
Le président français François Mitterrand a solennellement exhorté les 32 pays du Conseil de l'Europe, réunis hier à Vienne, à mettre en place sans attendre les institutions de l'Europe tout entière, associant les pays de la Communauté européenne et ceux de l'ancien bloc soviétique. Prenant la parole lors du premier sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe, M. Mitterrand a lancé: «Il faut qu'il existe une organisation de l'Europe tout entière (...) il faut des institutions, il n'y a pas de liberté sans institutions, ce sont elles qui sauvent les libertés.»

FRANCE
Constitution
Après de multiples discussions, le président socialiste François Mitterrand et le premier ministre conservateur Edouard Balladur sont finalement parvenus jeudi à un compromis sur la rédaction d'un projet de révision de la Constitution relatif au droit d'asile en France, qui préserve leurs exigences respectives. La vote d'une révision constitutionnelle par la réunion du Congrès (Assemblée nationale et Sénat) à Versailles, près de Paris, est donc ouverte et pourrait s'achever, selon l'entourage de M. Balladur, avant le 1er décembre, date prévue pour l'entrée en vigueur des accords de Schengen.

LES AVIONS DE CANADIEN sont LES PLUS PONCTUELS. Aucune AUTRE GRANDE COMPAGNIE DU PAYS NE PEUT EN DIRE AUTANT*.



LES PROPRIÉTAIRES SERONT contents DE L'APPRENDRE!

Lorsque les hommes et les femmes de Canadien ont décidé d'investir de leur propre argent dans leur compagnie, ils n'ont pas pris qu'une décision d'affaires. C'était aussi un choix de vie. Un choix qui porte fruit : leur enthousiasme et leur dévouement font en sorte qu'aujourd'hui, la ponctualité de Canadien surpasse les efforts de toute autre grande compagnie aérienne au pays*. Pour les gens d'affaires qui prennent souvent l'avion, la ponctualité, ça compte. Quand notre nom en dépend, on fait ce qu'il faut pour être à la hauteur.

* Les données sur le respect des horaires sont fondées sur les départs. Compilations effectuées à partir de renseignements comparables fournis par Air Canada depuis avril 1993. Aviation Daily définit comme « grande compagnie aérienne » tout transporteur aérien dont les revenus annuels totaux dépassent 1 milliard de dollars américains. Canadien est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International Ltée.

Canadien
Lignes aériennes Canadien International